



*Pauvres, mais honnêtes, nous paraissions quand nous pouvions, et notamment le vendredi 15 janvier 2016*



**1977 – 1979**  
**Les mystères de**  
**l'OTRAG**





Il y a parfois des histoires vraies qui ressemblent aux aventures de James Bond, avec des armes de cauchemar manipulées par des savants fous (souvent rescapés des labos du III\* Reich) cherchant à déclencher la 3<sup>e</sup> Guerre Mondiale en mettant le feu à la rivalité USA/URSS. Il se rencontre dans la réalité des histoires de concurrence industrielle ou de fraude fiscale dont l'intrigue est plus complexe que celle du « polar » le mieux ficelé. Des escrocs nullement imaginaires parviennent vraiment à persuader des « pigeons » qu'ils vont gagner des sommes astronomiques dans des affaires qui n'existent que sur le papier. Les chefs d'état, et pas seulement ceux du Tiers-monde, se font parfois refiler des machines « révolutionnaires » qui ne marchent pas : rappelez-vous Giscard et les « avions renifleurs ». Il y a effectivement des entreprises à l'allure banale et anodine qui ne sont que des écrans derrière lesquels on se livre à des activités moins innocentes, comme le trafic d'armes ou l'espionnage. Et toutes les recherches scientifiques n'ont pas la science « pure » comme objectif : la recherche de nouveaux systèmes d'armements ou la guerre bactériologique font aussi partie de l'activité des blouses blanches... pas toujours immaculées.

Mais il est tout de même rare que l'on se trouve devant une histoire où TOUS ces ingrédients se trouvent réunis !

Pourtant, c'est ce qui se passe avec l'OTRAG (*Orbital Transport und Raketen AG* ou *Orbital Transport and Rockets, Inc.*), une entreprise allemande de l'industrie spatiale créée en 1975 et disparue en 1987, première entreprise privée à concevoir des lanceurs spatiaux, en particulier durant l'épisode de ses rapports avec le Président zaïrois Mobutu.

Bien entendu, le fait que tout a été cité ne signifie pas que tout ait été vrai. Il faudrait pour cela que la « folle du logis » (l'imagination) soit déconnectée ! Mais il est indéniable que, dans ce que l'on sait de l'épisode « OTRAG au Zaïre » et dans les innombrables suppositions faites à ce sujet, on peut retrouver la plupart des éléments que je viens de citer.

Voyez plutôt :

- Lutz Kaiser et Kurt Debus figurent assez bien dans le rôle du « savant nazi mal repenté ». D'autant mieux que Werner von Braun (de la SS) fut momentanément membre associé de l'entreprise après avoir pris sa pension à la NASA.
- L'OTRAG a fait de la publicité, ce qui est normal pour une entreprise, mais elle a prospecté bien plus sur base des énormes dégrèvements fiscaux dont ses actionnaires pourraient bénéficier. Quelle était finalement son vrai but ? Les fusées ou la fiscalité ?
- Mobutu a non seulement patronné des « éléphants blancs », tels l'immeuble de la « Voix du Zaïre », la station de télécommunication par satellite, le barrage d'Inga ou la sidérurgie de Maluku, mais aussi acquis parfois des cafouillazibules technologiques présentés comme « révolutionnaires », tel le convertisseur de Maluku que personne n'a jamais été capable de faire fonctionner<sup>1</sup>. De là à penser qu'on lui a aussi refilé un attrape-couillon avec les fusées de l'OTRAG...
- Entre 1975 et la cessation complète de ses activités, qui survient en 1987, l'OTRAG aura déboursé 200 millions de dollars américains pour son projet de fusée civile, sans avoir pu mettre un seul satellite en orbite. Une telle gestion, systématiquement calamiteuse et déficitaire, est-elle imaginable de la part d'une société privée ? Ou est-ce l'indice manifeste que l'on avait affaire à une « société écran » ?
- Au cours des polémiques à propos des « activités réelles de l'OTRAG<sup>2</sup> », on a fait amplement usage de photos prises par des satellites américains. On ne sait pas trop si l'OTRAG s'intéressait à espionner les autres, mais il est sûr que les Américains ont espionné l'OTRAG. Pourquoi ?
- Toute l'affaire s'est déroulée pendant la Guerre Froide et dans une période où la « course aux armements » était particulièrement chaude, du fait de projets d'installation en Europe de missiles SS 20 (URSS) et Cruise (USA) et de craintes quant à la « prolifération des armes nucléaires ».
- Le site concédé à l'OTRAG au Katanga (alors appelé Shaba) se prête aux tirs de fusées, ce qui est logique, mais aussi à l'atterrissage d'avions de transport, qui n'ont pas forcément tous transporté uniquement des pièces détachées<sup>3</sup>... En outre, les privilèges concédés à l'OTRAG sont dignes des temps coloniaux, ce qui indispose les milieux « tiers-mondistes »
- La période en question n'est pas moins tendue pour le régime Mobutu. Non seulement « l'Age d'Or du Mobutisme » est fini, mais en il y a les deux « guerres du Shaba », dont en particulier l'attaque, le 13 mai 1978, de Kolwezi par le FNLC.
- Dernier fait étrange : les premières rumeurs sur l'OTRAG et « l'Otragland » n'ont circulé qu'à partir de 1978, alors que le projet était fini. Ceci, alors que tout cela se passe dans un contexte très compétitif, où être le premier ou en tous cas le plus tôt possible est essentiel, les médias spécialisés ne réagiront qu'avec un temps de retard sur les publications « généralistes » ou « tiers-mondiste ». De là à penser qu'il y a eu une période de « mutisme volontaire »...

Il n'est donc pas tellement étonnant qu'une telle affaire ait inspiré une bande dessinée !

---

<sup>1</sup> Jean-Claude Willame: "*Zaïre, l'épopée d'Inga (Chronique d'une prédation industrielle)*" Paris, L'Harmattan, Villes et entreprises, 1986

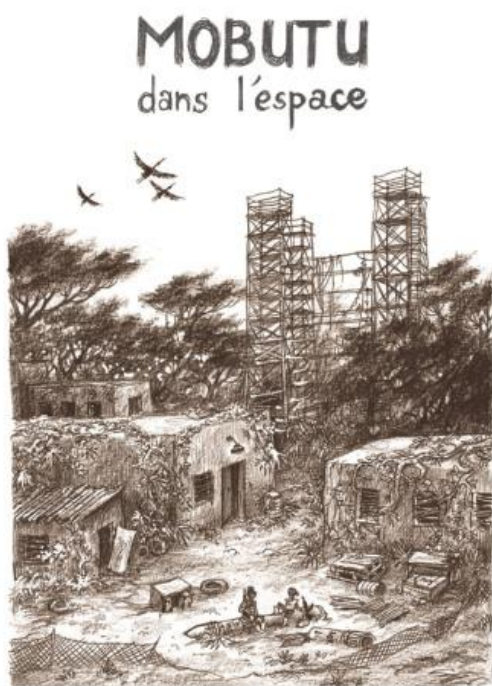
<sup>2</sup> Ceux qui y participaient se divisaient en deux familles : ceux qui admettaient que l'Otrag s'occupait bien de fusées, mais niaient leur caractère « pacifique » (météo, relais radio, TV, téléphone) et pensaient à des fusées militaires ou d'espionnage et ceux qui rigolaient du projet « fusées en botte d'asperges » et parlaient d'expérimentations de systèmes d'arme ou d'armes bactériologique.

<sup>3</sup> On a fait état, au moins une fois, d'un vol de la Bundeswehr à destination de « l'Otragland ». On ignore toutefois ce qu'il transportait.

## Otrag : Quand Mobutu croyait pouvoir devenir souverain de la Lune <sup>4</sup>

*Ouvrage aussi étonnant que détonnant, Mobutu dans l'espace vient de paraître chez Futuropolis. Partant d'un fait incroyable du règne Mobutien, Aurélien Ducoudray et Eddy Vaccaro livrent un témoignage aussi hilarant que fort sur la folie dictatoriale au Zaïre à la fin des années 70.*

*C'est le genre de vidéo<sup>5</sup> qu'on peine à croire réelle, un de ces rendez-vous improbable*



*et fantasmagorique, sans queue ni tête. Il faut le voir pour le croire. Qui pourrait penser qu'un jour, à la fin des années 70's, Mobutu s'habilla de son plus bel appareil pour assister au lancement (certes, raté) d'une fusée, SA fusée, celle qui porterait ses rêves d'une conquête de l'espace, celle qui aurait pu concurrencer les Français et les Américains. Il faut le voir pour le croire, disait-on, Aurélien Ducoudray a vu la vidéo que vous venez de voir (issue de l'excellent documentaire de Thierry Michel, « Mobutu, roi du Zaïre ») et cela n'a pu que lui donner l'envie d'une reconstitution abracadabrante où se mêlent le dessin fascinant d'Eddy Vaccaro, le destin d'un ingénieur allemand appelé à la rescousse au Zaïre, le président Mobutu fort de ses premières années de règne autocratique et d'un peuple rallié à sa cause, le conte de 'L'enfant du Léopard », des rebelles, des enfants sans pères et bien entendu... une fusée.*

*Lorsque le téléphone de son bureau sonne, Manfred Sternschnuppe a du mal à y croire. À l'autre bout du fil, le Zaïre! Le jeune ingénieur spatial allemand est appelé en remplacement de son mentor perdant la boule mais néanmoins en charge d'un chantier inouï: celui de la première fusée africaine. Tout de suite, Manfred doit se rendre à Kinshasa pour ensuite rejoindre le chantier qui s'étend au milieu de nulle part, en rase... savane. Et si ce projet est atypique, son déroulement ne l'est pas moins, l'allemand va vite l'apprendre à ses dépens. Pas facile de diriger un tel rêve au pays du président à la toque en léopard. Et entre les retards de paiements, les tentatives de kidnappings, les rébellions, pas forcément facile d'avoir la tête dans les étoiles!*

*Avec Mobutu dans l'espace, Aurélien Ducoudray et Eddy Vaccaro utilisent un événement quasiment jamais traité et pourtant à haut potentiel (la présence de l'OTRAG, entreprise allemande de l'industrie spatiale, au Zaïre pour y mettre sur pieds une fusée) pour entrer de plein pied et par la petite lucarne dans l'histoire d'un des plus importants (pas dans le bon sens) dictateurs du continent africain. Un tyran à la grandiloquence incroyable, façonnée dans le rejet du passé colonial, et pas à une folie près. À l'instar de ce jeune ingénieur allemand, le lecteur va de surprise en surprise dans ce récit hilarant tant il est véridique, même dans ses arrangements avec la réalité.*

<sup>4</sup> Article paru le 18 mai 2015 sur le site « Branchés Culture »

<sup>5</sup> Il s'agit du passage sur l'OTRAG de « Mobutu, roi du Zaïre » de Thierry Michel.

*Mobutu n'en serait pas si cruel qu'il passerait pour un comique troupier. Heureusement, dans ce récit basé sur des faits réels mais passés par le prisme de la fiction, Ducoudray et Vaccaro n'oublent pas de mettre en exergue la violence intransigeante du triste sire, sa propagande aussi. Une autre force d'une bande dessinée qui n'en manque décidément pas et qui prouve que l'on peut parler d'une thématique par follement réjouissante avec un regard décalé. Une lecture plus que conseillée! »*

## **Contexte africain : le « Zaïre » de Mobutu Sese Seko**

Lorsque le Congo devint indépendant en 1960, aucun Congolais n'était riche.



Certes, l'on rencontre parmi les personnages qui se sont illustrés pendant les années '50 et '60 des hommes que l'on a qualifiés ainsi. Tshombe, par exemple, passait dès avant son ascension politique pour un « riche homme d'affaires ». Tout est relatif et pour les gens du peuple, qui font les réputations, un homme bien nourri, bien habillé, roulant en voiture et habitant une maison spacieuse et propre dans un beau quartier jouit d'un bien-être enviable et est donc « riche ». Cela ne signifie aucunement

qu'il tutoie les magnats de la finance et joue au golf avec Rockefeller.

En réalité, s'il y avait quelques commerçants prospères ou des épiciers enrichis, cela ne dépassait pas la taille du « bas de laine » et ne représentait rien à l'échelle du capital qu'il faut investir pour être de quelque poids dans l'économie d'un pays comme le Congo, dont l'activité était axée d'abord et avant tout sur les industries extractives et la métallurgie, secteurs intensifs en capital. Le Congo indépendant possédait toujours la structure du Congo colonial, mise en place pour profiter essentiellement à des grandes holdings transnationales situées fort loin de son sol. La fameuse formule du Général Janssens « *Après l'indépendance = Avant l'indépendance* » pouvait aussi s'appliquer à l'économie.

Les années '60, qui virent tant d'indépendances africaines, sont aussi l'époque où l'on constata, avec R. Dumont, que « *L'Afrique noire est mal partie* », et où l'on se mit à parler beaucoup de « sous-développement » et, bien sûr, de ses corollaires : la « coopération au développement » et les théories du « développement économique ». Nous n'allons pas ici parcourir tout l'éventail des maux qui furent alors diagnostiqués et des thérapies qui furent proposées. Comme le monde de cette époque était radicalement divisé entre deux blocs antagonistes, il n'est pas étonnant que le sous-développement ait été analysé de deux manières différentes. A gauche – ou en termes de blocs, à l'Est – on avait tendance à souligner la causalité du pillage colonial et la responsabilité des classes dirigeantes occidentalisées. A droite (à l'Ouest), on manifestait davantage de sympathie envers des explications et remèdes moins agressivement polémiques, comme ceux de Raúl Prebisch, prônant le développement de produits de substitution aux importations et insistant sur l'importance d'avoir dans chaque pays une « classe moyenne » nombreuse et forte.

Il est de tradition, à propos du Congo de 1960, de pousser un sanglot bien senti sur son manque de cadres, la date trop tardive où les Belges y avaient organisé l'enseignement supérieur, etc.... C'est vrai. Mais on dit bien plus rarement que, par suite de l'impossibilité de s'enrichir décrétée par le Ministre Franck, le pays manquait de Riches.

En fait, le bloc Ouest qui tenait à garder le Congo dans son camp, lui demandait l'impossible. Etre « à l'Ouest » voulait dire que l'économie devait être dominée par l'entreprise

privée. Mais comment faire tourner une entreprise privée lorsque personne n'a pu accumuler le capital nécessaire pour en créer une ?

On connaît, à propos de l'indépendance politique, la fameuse formule : « Les Blancs prétendent ne nous accorder l'indépendance que comme si, pour avoir un permis de conduire, on exigeait de nous de savoir démonter et remonter l'automobile. Laissez-nous prendre le volant et, en cas de panne, nous saurons bien appeler un technicien ! ». Prononcée à propos de la politique, la phrase est vraie aussi pour l'économie. Il en va de la possession des moyens de production comme de l'indépendance politique : l'avoir n'exige pas que l'on ait toutes les compétences techniques nécessaires pour en faire tourner les derniers rouages. On peut payer ceux qui les ont. Il est probable que des propriétaires de restaurants renommés ne savent pas faire cuire un œuf et les propriétaires de mines vont rarement travailler au fond. Lorsque l'on a un capital suffisant pour payer décemment, rien n'est plus simple que de trouver des cuisiniers ou des mineurs ! Mais justement, ce capital, il fallait l'avoir.

L'histoire de la période Mobutu c'est, d'une certaine manière, celle d'une tentative pour s'emparer du capital disponible au Congo, qui tourna mal presque aussitôt pour s'enliser dans les tripotages d'une maffia très restreinte, le fétichisme de l'argent, l'ostentation somptuaire et les pratiques d'un vulgaire banditisme. Parallèlement, cette politique de kleptocratie transforme, dans l'Est du pays, des tensions irritantes en plaies infectées.

### **L'Afrique des années '70 : un continent très mal parti**

Durant cette même période, l'Afrique vit s'installer à peu près partout des régimes autoritaires néocoloniaux, parfois par la force (entendez : par des coups d'Etat militaires) parfois par la dérive et la récupération, corruption à l'appui, de la génération de l'indépendance et parfois des « pères » de cette indépendance eux-mêmes. De 1960 à 1970, le contraste est frappant. L'Afrique des dernières années de la colonisation, démocrate, nationaliste, panafricaine et progressiste était devenue la partie du monde où l'on trouvait le plus de dictateurs en uniforme et, quand d'aventure ils étaient en civil, les Présidents l'étaient à vie, ou au moins à réélection automatique. Le panafricanisme semblait n'avoir servi qu'à créer le « syndicat des dictateurs africains », c'est-à-dire l'OUA, les « démocraties à l'africaine » ne méritaient guère leur nom, le progressisme était réduit à une logomachie vide de sens et bien des « pères de l'indépendance », assassinés ou exilés, se voyaient hypocritement statufiés par ceux qui les avaient mis au rancart. Du côté de la classe dirigeante, le spectacle était lamentable. Les Africains, les Congolais entre autres, n'avaient pas mis le holà aux inégalités de la période coloniale. Ils voulurent au contraire les conserver et même les amplifier ! La façon dont l'indépendance fut accordée, mais sabotée, le désir des « élites » de « *s'emparer à leur profit des passe-droits hérités de la colonisation* »<sup>6</sup> et des interventions étrangères les y aidèrent.

Pour revenir plus précisément à la RDC, ces années sont occupées par l'élimination de Lumumba, puis des nationalistes pendant la répression de ce que l'on appelle curieusement la « rébellion », alors que c'étaient en réalité Gizenga et les « rebelles » qui détenaient les derniers lambeaux de la légitimité du défunt Lumumba. Puis, en 1967, Mobutu s'installe pour trente ans au pouvoir. Isidore Ndaywel è Nziem<sup>7</sup> appelle le début de cette période « *les années folles du mobutisme* » et les décrit par moments avec une verve que l'on n'a que pour parler de sa propre jeunesse. Est-ce parfois trop de modestie de l'auteur envers ses sources, ou faut-il incriminer cette même nostalgie des jeunes années qui peut l'avoir rendu si réceptif à la musique « zairoise » ? Toujours est-il que cette tendance à « suivre le courant de la documentation »

<sup>6</sup> L'expression est de Frantz Fanon

<sup>7</sup> Isidore Ndaywel è Nziem : « *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique* » Préface de Théophile Obenga, Postface de Pierre Salmon Paris/Bruxelles, Larcier-De Boeck, département Duculot, 1998

l'amène à beaucoup d'indulgence pour le Maréchal Mobutu.

On ne saurait aller jusqu'à dire que, du temps du Guide il a avalé l'hameçon, la ligne, la canne à pêche et même le *Manifeste de la N'Sele* avec l'appât. Il dénonce certains faux-semblants et son admiration devant certaines « animations » est esthétique. Mais il semble néanmoins n'avoir perçu qu'assez imparfaitement combien les vues « libératrices » et « authentiques » de Mobutu n'étaient qu'une mauvaise façade en stuc, qui couvrait des réalités plus solides et plus substantielles : la reproduction, cette fois par des bourgeois locaux qui n'avaient pas le tort d'être blancs, du système colonial et la kleptocratie personnelle du « Père de la Nation » et de son entourage.

Isidore Ndaywel è Nziem n'est d'ailleurs pas seul à ressentir une certaine nostalgie pour les « années folles » ou le « mobutisme bâtisseur ». Il existe, dans l'imaginaire politique congolais, une sorte de « Mythe de l'Age d'Or », qui emprunte ses éléments à la fois à la fin de la période coloniale et aux premières années Mobutu. Il implique en particulier une certaine vision de l'Etat et de son rôle.

### **L'Etat et « l'Age d'Or ».**

En République démocratique du Congo il ne s'écoule pas un jour sans que l'Etat soit invoqué comme la solution des problèmes du pays. Les séminaires d'experts se terminent inmanquablement par des recommandations sur ce que l'Etat devrait ou ne devrait pas faire tandis que les articles de la presse nationale regorgent de commentaires sur la « politique de l'Etat congolais ». Les bailleurs eux-mêmes passent leur temps à invoquer l'Etat congolais en le souhaitant plus actif et plus réformateur. Que ce soit à Kinshasa, Bruxelles ou Washington, tous les cercles dans lesquels on débat de la RDC estiment que l'Etat est LA solution aux problèmes du pays.

Pour les observateurs de longue durée, cette omniprésence de l'Etat dans les discours sur la RDC révèle, en fait, un déficit d'Etat. Les bailleurs, les experts et les citoyens congolais invoquent un Etat développeur car celui-ci est un Etat prédateur, un Etat qui sécurise la population car celui-ci insécurise la population. La constante invocation de l'Etat dans le discours public n'est pas un signe de son omniprésence et encore moins de son omnipotence, c'est un indice de déception et de frustration et peut-être une vague croyance dans le pouvoir magique de transformation des choses par le verbe.

Or, si l'on démystifie les concepts : l'Etat n'existe pas, ce qui existe ce sont les fonctionnaires et les gouvernants, l'Etat n'étant que le produit de leurs pratiques. L'état de l'Etat RDC c'est que, loin d'être une solution aux problèmes des citoyens congolais, l'Etat, c'est-à-dire l'administration, continue d'être un problème à la taille du pays. L'administration congolaise est une organisation en ruines qui survit grâce à l'assistanat international et est paralysée par un système de corruption.

Comment comprendre cette obsession très congolaise de l'Etat ? Il s'agit à la fois d'analyser ce qu'attendent les Congolais de l'Etat, de mesurer l'écart entre le discours et la réalité et de proposer une voie pour passer d'une croyance magique dans le verbe à une action transformatrice.

Comme toutes les mythologies, le discours sur l'Etat congolais fait référence à un « Age d'Or » et ressemble à une lamentation nostalgique.

« L'Age d'Or » congolais a deux références évidentes : la fin de la colonie et les premières années du mobutisme. Ce sont donc des références à un Etat qui n'a rien de démocratique, les références étant le paternalisme colonial ou l'autoritarisme mobutien. L'Etat que l'on imagine est avant tout garant d'un certain ordre et il est aussi, dans une large mesure, une sorte d'Etat-Providence. Il remue aussi allégrement les tonnes de béton.

La période coloniale de référence correspond au plan décennal 1949 – 1959 du Congo belge, époque dont datent la plupart des bâtiments qui figurent encore sur les cartes postales des principales villes du Congo. Il n'échappe à personne que l'ordre colonial était injuste. Mais un ordre, même contestable, a tout de même pour lui, précisément parce que c'est un ordre, certaines vertus: les salaires des Noirs étaient injustement moins élevés que ceux des Blancs, mas ils étaient payés; la police assurait une certaine sécurité, elle ne s'adonnait pas elle-même au banditisme et au racket. Il faut aussi relever que les nombreuses constructions des années '50 ont concerné beaucoup d'édifices qui sont, par nature, bien vus du public, parce que leur utilité pour le peuple saute aux yeux: "cités" d'habitation, hôpitaux, écoles, services publics.

Cet âge d'or renvoie aussi à l'époque du mobutisme bâtisseur, l'époque où les autorités publiques pourvoyaient à de nombreux besoins et où les grandes réalisations du mobutisme ont eu lieu : la construction du barrage d'Inga au Bas-Congo, des grands immeubles de Kinshasa, du palais présidentiel à Gbadolite, etc. Dans l'imaginaire collectif, le mobutisme n'est pas seulement synonyme de dictature mais est aussi synonyme d'un relatif bien-être qui se traduisait de manières différentes selon son statut et son emploi.

Les étudiants pouvaient aller étudier en Europe grâce à des bourses de l'Etat congolais - et non des bourses des Etats étrangers dispensés au compte-goutte - ; les fonctionnaires et militaires recevaient un salaire – et non des primes - ; les entreprises publiques étaient excédentaires et non déficitaires et leurs employés bénéficiaient d'une prise en charge quasi-gratuite pour les soins et l'école alors qu'aujourd'hui elles ne vivent que de *joint-ventures* et d'injection de subventions d'Etat et ont une dette à l'égard de leurs créanciers privés et de leurs employés impayés depuis plusieurs années<sup>8</sup>.

Ce rêve d'un retour à un « âge d'or du mobutisme » est évident dans le discours des anciens fonctionnaires et de tous les Congolais qui ont plus de 30 ans. Mais cette nostalgie d'un Etat qui fonctionnait, c'est-à-dire fournissait des services aux citoyens, se manifeste aussi en termes d'impératifs de politique publique. Selon le discours public congolais, il y a quatre signes qui devraient indiquer la renaissance de l'Etat :

- L'augmentation du budget : chaque année, l'Etat congolais doit être plus riche, le budget voté par le parlement doit être en constante augmentation (le budget 2012 a été voté à 7 milliards de \$).
- Le paiement des salaires : les fonctionnaires et militaires devraient recevoir régulièrement leurs salaires ainsi que leurs arriérés qui s'élèvent à plusieurs années. Cet espoir de recevoir plusieurs années de traitement maintient à leur bureau des fonctionnaires qui ont depuis longtemps atteint l'âge de la retraite et n'ont de toute façon pas de pension.
- Une politique de grands travaux : les infrastructures devraient être reconstruites et une politique de grands travaux – les cinq chantiers du président Kabila<sup>9</sup> – se matérialiserait sur l'ensemble du territoire national, refaisant de l'Etat le bâtisseur de la nation qu'il a été par le passé.
- La fin des groupes armés : les groupes armés qui font régner l'insécurité à l'Est de la RDC depuis les années 90 devraient être neutralisés. En d'autres termes, grâce à une police et une armée efficaces, « l'autorité de l'Etat » serait restaurée dans l'Est de la

---

<sup>8</sup> Les entreprises publiques Miba (diamant), Okimo (or)-et Gécamines (cuivre et cobalt) sont toutes confrontées au problème de leur dette sociale vis-à-vis de plusieurs centaines d'employés. La MIBA reçoit régulièrement des injections de fonds du gouvernement mais, paradoxalement, son personnel est aussi régulièrement en grève pour défaut de paiement des salaires. "Congo-Kinshasa: Cinq mois d'arriérés des salaires - Miba, punition post-électorale ? » **Le Phare**, 9 janvier 2012.

<sup>9</sup> Les « 5 chantiers » sont le programme de reconstruction et de développement thème de campagne de JKK en 2006.



RDC et la mission des Nations unies au Congo (MONUSCO) et le cortège des ONG internationales qui l'accompagnent n'auraient plus de raison d'être et quitteraient la RDC.

Dans la *psyché* politique congolaise, ces quatre développements marqueraient sans conteste le retour de l'Etat et de ses bienfaits essentiels: le développement, la sécurité et la souveraineté. Pour l'heure, depuis la fin de la transition en 2006, les Congolais n'ont vu que les prémices de ce retour de l'Etat qui avait été annoncé et était donc attendu pour le premier mandat du président Kabila. Ce mandat s'est malheureusement achevé sur un constat d'échec patent : seul le premier impératif de politique publique a été réalisé – de 2006 à 2012, le budget voté est passé de 1 à 7 milliards de \$ mais l'analyse de cette « amélioration » doit aller au-delà de la notion de budget voté et examiner en détail les budgets exécutés<sup>10</sup>.

Concernant les trois autres objectifs, ils font maintenant partie du programme du second mandat de Joseph Kabila (contesté parce que, sans aucun doute raisonnablement possible, il a été obtenu par la fraude et la manipulation<sup>11</sup>) : les fonctionnaires et militaires attendent toujours leur paye, la politique de grands travaux balbutie timidement sur l'ensemble du territoire national et les groupes armés de l'Est sont plus actifs que jamais – comme le prouve la nouvelle rébellion du M23 au Nord Kivu. La réforme de l'administration élaborée durant la transition n'a pas dépassé le stade des séminaires et les espoirs de renaissance de l'Etat se heurtent à la réalité dramatique de l'Etat<sup>12</sup>.

## **Mobutu<sup>13</sup>**

Durant toute sa carrière, mais en particulier pendant les premières années de celle-ci, Mobutu a mis beaucoup d'intelligence et de talent à détourner à son profit des vérités incontestables dont il tirait les conclusions les plus erronées. S'agissait-il réellement d'erreurs ? Etaient-elles parfois le fait, non du dictateur lui-même, mais de conseillers<sup>14</sup> incompetents ou

---

<sup>10</sup> L'écart entre le budget voté et le budget exécuté est structurellement important en RDC.

<sup>11</sup> Les élections du 28/11/11 ont donné des résultats qui, en réalité, sont encore inconnus. Les fraudes les plus importantes ayant eu lieu au niveau des centres de compilation, on ne pourrait se rapprocher de la « vérité des urnes » qu'en se référant aux PV des bureaux de vote, dernière opération publique et vérifiée par des témoins. Les chiffres de la CENI ne s'accompagnaient pas de ces PV, les chiffres publiés par l'UDPS, non plus. L'Eglise n'a jamais publié les résultats partiels constatés par ses observateurs. On n'a donc que des résultats dont la crédibilité est nulle. Les législatives ont été dignes de la présidentielle, sinon pires. Mais la CSJ a entériné les résultats de la présidentielle et des législatives. Le temps s'est écoulé, les résultats des élections demeureront à jamais inconnus. Toute autorité prétendue ne relève plus que de la force, de l'intimidation, d'un coup d'état de fait. Le principal ressort de ce coup d'état consiste à progresser, comme si de rien n'était, dans les tâches qui suivent normalement une élection et à mettre le pays et le monde devant le fait accompli.

<sup>12</sup> Sur l'échec de la réforme de l'administration, lire Raphaël Diumasumbu Mukanga « *Réforme administrative de la République démocratique du Congo : leçons et travers du passé* », Afrique contemporaine, 2008/3, n°227.

<sup>13</sup> Cette partie de mon texte fait largement appel à des données publiées par la revue suisse "REPERES", consacrée à la Politique de développement, en particulier à un numéro spécial "*Mobutisme, Guerre froide, pillage et Cie - Les relations Suisse-Zaïre de 1965 à 1997*". Ce numéro de *Repères* est la version française résumée de l'étude intitulée *Mobutismus – Kalter Krieg und Plünder-Kumpanei, Schweizer Beziehungen von 1965 bis 1997, mars 1998*, 146 p., conçue et coordonnée par Mascha Madörin et Gertrud Ochsner (Action Place financière Suisse-Tiers Monde), et éditée par la KEM (Kooperation Evangelischer Kirchen und Missionen). C'est particulièrement le cas du Chapitre III. "PILLAGE EN BANDE" par Heimo Claasen. Celui-ci est journaliste, basé à Bruxelles. Il travaille depuis des années sur la question du Congo/Zaïre, et a écrit notamment pour l'hebdomadaire zurichois Die Wochenzeitung (WOZ).

<sup>14</sup> Au début de son « règne », non seulement la RDC conserva son orientation « tout sur les mines », mais devint presque uniquement dépendante de ses exportations de cuivre et de cobalt. Ce sont les conseillers économiques

mal intentionnés ? Ou, au contraire, loin de se tromper, déformait-il volontairement la portée de certaines affirmations pour les faire servir à ses vues ? C'est là le secret de l'homme et sans doute n'en saurons-nous jamais rien.

Par contre, nous savons quels étaient les problèmes qui se posaient à lui sur le moment.

1. Il devait consolider son pouvoir, en particulier trouver des appuis intérieurs répartis dans tout le pays et qui ne soient pas exclusivement militaires. Il ne pouvait éternellement rester l'homme des Occidentaux et, il ne faut pas l'oublier, il n'était pas un véritable soldat de carrière.
2. Oubliant commodément sa part dans le meurtre du Lumumba, il affichait le nationalisme le plus ombrageux. Or, légitimement, les Congolais se plaignaient de voir la formule « *Après l'indépendance = Avant l'indépendance* » s'appliquer à leur économie, toujours dirigée par des étrangers.
3. Beaucoup de gens – y compris des Belges faisant l'autocritique de leur politique coloniale – soulignaient le manque de cadres intellectuels au 3 juin 1960 comme cause essentielle du mauvais fonctionnement de l'Etat congolais.
4. Malgré sa logorrhée révolutionnaire, le régime MPR se situait nettement dans le camp occidental. Les théories de Raúl Prebisch, prônant le développement dans chaque pays d'une « classe moyenne » nombreuse et forte avaient donc sa sympathie, bien plus que les théories de gauche – ou en termes de blocs, « de l'Est » – tendant à souligner la causalité du pillage colonial et la responsabilité des classes dirigeantes occidentalisées.

Sans se faire en rien l'avocat, encore moins l'apologiste du Président Fondateur du MPR, l'honnêteté oblige à constater que, du moins durant ces « années folles », il semble bien avoir essayé sérieusement de répondre à ces différents « challenges ». Quant au manque de cadres mentionné au point 3, il faut se rappeler que l'Education Nationale eut alors la part du lion dans le budget congolais, allant jusqu'à en représenter 70 %. Il faut dire qu'à côté de l'intérêt qu'il y a toujours à ce que les jeunes puissent étudier, ces mesures n'étaient pas dépourvues d'aspects démagogiques. Les parents congolais poussent jusqu'au fanatisme le désir de faire étudier leurs enfants, sont prêts pour cela aux sacrifices les plus héroïques et un gouvernement qui prend des mesures en faveur des écoles est donc toujours sûr d'être chaleureusement applaudi.

Deux traits de caractère de Mobutu – tous ceux qui l'ont connu l'admettent – ont guidé son « activité économique » : sa mentalité de chasseur-cueilleur et son rapport naïf à l'argent.

Un commerçant zaïrois résume crûment : « *Il était fondamentalement incapable de faire un bilan, parce qu'il n'avait jamais eu besoin d'en faire un. Son idée du financement consistait à prendre le téléphone, d'appeler Seti Yale (un proche devenu très riche grâce aux largesses du président, ndlr) et de lui dire: 'Envoie-moi deux millions'.* »

Mobutu amassait des biens immédiatement réalisables, car il n'a, semble-t-il, jamais compris la fonction de l'argent et ses relations avec la finance. Il ne savait pas, par exemple, au début de son règne, quoi faire des grandes mines. Sans conception, il a nationalisé, notamment la plus grosse entreprise du pays, l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK). Mal lui en a pris, les Belges lui ont coupé les crédits, les prix sont tombés et pour obtenir leur savoir-faire, il a dû signer un contrat assurant aux anciens actionnaires « la plus grande somme de dédommagement

---

étrangers de Mobutu qui lui conseillèrent de s'endetter largement en comptant sur ces ressources. Or, ils ne pouvaient ignorer que les hauts cours de ces matériaux « stratégiques » étaient provoqués par la conjonction exceptionnelle d'une demande forte (Guerre du Vietnam) et d'une offre artificiellement restreinte (boycott du cuivre du Chili d'Allende). Cette politique financière envoya le Zaïre dans le mur, mais faisait bien l'affaire des Occidentaux.

jamais versée suite à une nationalisation » selon Davis Gould. Il voulait toucher deux milliards de dollars et tout de suite, histoire de les montrer.

Réalisée de telle façon, en effet, l'opération était une "mission impossible". Dès les années '70, quand les cours des matières premières, et notamment du cuivre, se mirent à fléchir, le Zaïre alla droit dans le mur. L'un des aspects les plus démoralisants de tout ceci est que cela s'est passé dans un silence consenti par une vaste conspiration internationale<sup>15</sup>, et qu'ensuite des gens qui savaient depuis longtemps ont joué la comédie d'un étonnement affecté et d'une surprise jouée

On savait depuis 1979 que Mobutu ne se contentait pas de détourner des fonds de la Banque centrale du Zaïre – de préférence des devises attribuées par des institutions financières publiques et internationales –, mais qu'il accordait des avantages certains à ses clients étrangers. Sans oublier qu'il possédait une planche à billets de luxe permettant de fabriquer de faux dollars<sup>16</sup>.

Tout le monde... c'est peut être beaucoup dire, mais en tous cas tout le monde financier savait depuis longtemps

En 1978, le banquier allemand Erwin Blumenthal (ancien membre du Directoire de la Bundesbank, un pro de la haute finance internationale) est allé faire une belle enquête au Zaïre. Il en est précipitamment reparti en juillet 1979, après avoir été menacé de mort à deux reprises par des généraux de Mobutu, dont M. Eluki, chef de garde personnelle du dictateur. Il avait été envoyé sur place par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale pour superviser la banque d'Etat du Zaïre qui ne payait plus les dettes du régime Mobutu. On peut

---

<sup>15</sup> Raison pour laquelle le Comité Zaïre, fondé en Belgique dans les années '70, se donna comme principale mission de « briser la conspiration du silence » des médias. Ce comité s'était constitué à partir d'anciens coopérants qui avaient été frappés, au cours de leur séjour professionnel au Congo, par la différence énorme qu'il y avait entre les réalités du régime Mobutu et ce qu'en disait alors la presse belge... quand elle daignait en parler. On pourrait résumer ce que celle-ci en disait en le décrivant comme un large silence, émaillé de quelques articles mobutistes, œuvre de William Ugeux ou de Jean Kestergat. Le Comité Zaïre considéra comme son principal objectif de mettre fin à cette conspiration du silence et du mensonge. Le CZ comprenait une douzaine de personnes, dont certaines préféraient travailler incognito. N'apparurent donc grand jour que trois porte-parole désignés par le collectif : Paul Janssens, Philippe Borel et... moi-même. Il va de soi que comme nous voulions agir avant tout par et sur l'information, et même si nous adressions nos communiqués à l'ensemble de la presse, nous ne demandions pas mieux que de rencontrer à l'intérieur des médias des journalistes prêts à tendre l'oreille à une information alternative par rapport à la pâtée habituelle qui leur était fournie. Au fond, nous nous trouvions un peu dans la position de colporteurs arpentant les couloirs des centres de presse en criant « Qui veut un scoop alternatif ? ». Nous n'avions, on s'en doute, pas des masses de clients ! Parmi ceux qui étaient preneurs figuraient, à la BRT, Walter Zinzen et Guy Poppe, dans la presse suisse de langue allemande, Heimo Claasen de la WOZ et, dans la presse papier francophone, Colette Braeckman et Marie-France Cros. Ces deux dernières étaient alors de jeunes journalistes, respectivement au « Soir » et à « La Libre Belgique », qui devaient profiter des vacances, gripes ou empêchements d'Ugeux et Kestergat pour parvenir à glisser un « papier » sur l'Afrique. Heureusement, comme la presse belge a coutume de charger un seul journaliste des affaires de tout un continent, il arriva quand même assez fréquemment que des nouvelles concernant le Congo arrivassent au moment où le « titulaire mobutiste » couvrait un autre événement, ailleurs en Afrique ! Les rédactions, et le public, ne tardèrent pas à remarquer que les informations fournies par ces journalistes étaient plus crédibles, mieux documentées et plus approfondies que celles des « vieux spécialistes » et leur carrière en bénéficia. Pour une fois que le succès professionnel récompensa le mérite et un certain courage, le fait mérite d'être signalé. En 1982, on pouvait considérer que la conspiration « du silence émaillé de mensonges » à laquelle nous nous étions attaqués, avait été brisée. Il était désormais possible, pour les personnes qui le désiraient vraiment, de trouver dans les médias belges des informations réalistes sur ce qui se passait sous Mobutu. Le CZ avait atteint son objectif et n'en avait pas de rechange. Il se considéra donc comme dissout.

<sup>16</sup> On trouvera dans l'original allemand de l'article cité de REPERES, toutes les références ainsi que les listes de noms des personnes impliquées dans ce chapitre. Nous renonçons ici, faute de place, à donner tous les détails.

ainsi estimer que, depuis l'automne 1979, les principaux bailleurs de fonds de Mobutu connaissaient les mécanismes qui permettaient au dictateur de saigner son pays à blanc.

Blumenthal rédigea en 1982 une étude confidentielle, après un long entretien avec l'ancien Premier ministre (exilé à l'époque) Nguz a Karl-I-Bond : " *Ce rapport montre d'une manière flagrante à quel point le système de corruption en vigueur au Zaïre, sous ses aspects les plus sordides et malfaisants, l'impossibilité de contrôle des fraudes, anéantissent toutes tentatives des institutions internationales, des pays amis ou des banques commerciales qui persistent à croire à un redressement de l'économie zaïroise. Il y aura certainement de nouvelles promesses de Mobutu et des membres de son gouvernement et la dette extérieure qui ne cesse d'augmenter obtiendra de nouveaux délais mais il n'y a aucune - je répète aucune - chance à l'horizon pour que les nombreux créanciers du Zaïre récupèrent leurs fonds. On pourrait bien sûr me faire remarquer que j'ai quitté le Zaïre il y a presque trois ans et que les événements et les faits mentionnés dans ce rapport sont quelque peu dépassés. Se pourrait-il qu'entre-temps l'attitude du Président et la manière d'agir de ceux qui l'entourent aient changé ? Même si on voulait se persuader qu'un chat peut cesser un jour de s'intéresser aux souris : dans le cas présent, cela ne s'est vraiment pas produit* "17.

Erwin Blumenthal cite un rapport parlementaire qui dresse la liste des prélèvements de Mobutu et de sa famille sur la Banque du Zaïre, de 1977 à 1979. Il y en a pour plus de 3,6 milliards de Francs belges (environ 600 millions de FF). Or, il ne s'agit que de la partie visible des prélèvements. Mobutu, déjà à cette époque, faisait expédier clandestinement en Afrique du Sud des avions-cargos chargés de fûts de cobalt, et commercialisés par Philbro. " *L'argent ainsi perçu était versé directement au compte numéroté de Mobutu en Suisse* ". Des trains entiers de lingots de cuivre ou de zinc sont expédiés hors comptabilité de la Gécamines : chacune de ces expéditions peut représenter jusqu'à 100 millions de FF. Le jeu est bien plus facile encore pour la soustraction des diamants. Non content de ces ventes clandestines, Mobutu prélève aussi une part sur les ventes officielles. Et quand l'Arabie Saoudite accorde au Zaïre un chèque de 5 millions de dollars, il l'encaisse personnellement.

Après avoir dressé la liste des biens immobiliers de Mobutu en Europe, et mentionné la fortune considérable administrée en Suisse avec l'appui de l'ancien Président de la Confédération, Nello Celio, Blumenthal évaluait la fortune du dictateur zaïrois : 4 milliards de \$ en 1982.

Lors de la publication complète du *Rapport Blumenthal* en 1982 devant le Tribunal des peuples, on a ainsi pu découvrir les noms des entreprises étrangères qui ont participé de près au pillage: Renault-Saviem, PHILBRO ou Marc Rich<sup>18</sup> côtoient des banques allemandes, anglaises, belges et la filiale de Paribas à Genève.

Sur une liste de suspects donnée par un ancien Premier ministre de Mobutu, Nugza Karl-I-Bond, figure aussi le conseiller fédéral suisse Nello Celio, qui a bien sûr démenti avoir quoi que soit à se reprocher, tout comme d'autres personnalités qui, pour certaines, n'avaient même pas été citées par Karl-I-Bond... La corruption était donc détectée officiellement; de longue date, des preuves existaient que Mobutu s'enrichissait et corrompait grâce à l'Etat qu'il présidait.

Dans les années 70, le Zaïre a fait l'objet de nombreuses études. Il faut dire que la Banque du Zaïre, pratiquement en cessation de paiement depuis 1974, ne pouvait guère invoquer la chute du prix du cuivre sur les marchés internationaux et qu'on se demandait

---

<sup>17</sup> Douze ans plus tard, Jacques Amalric constate : " *La preuve est aujourd'hui faite qu'en dépit de toutes ses promesses, le président zaïrois et ses proches tiennent toujours fermement les cordons de la bourse, pillent et détournent sans scrupules des ressources indispensables au renflouement du pays* ". Les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent : un Occident trop content de ces détournements.

<sup>18</sup> Fondateur du géant minier suisse Glencore.

comment un des pays les plus riches en minerais du monde pouvait être en faillite ou presque. C'étaient les projets mégalomaniques de Mobutu et de son entourage qui coûtaient trop cher. Dans un remarquable dossier du *Monde diplomatique* de mai 1977, Benoît Verhaegen, alors recteur de l'université de Kisangani, établit la liste d'un bon millier de ministres et de secrétaires d'Etat qui tous ont pu, en ne passant parfois que quelques mois au pouvoir, mettre de côté de quoi finir confortablement leur existence en puisant dans les caisses étatiques.

Mobutu a aussi tiré profit de nombreux crédits internationaux: si la dette extérieure du Zaïre était de 4 milliards de \$ en 1980, alors que depuis 1974, l'Etat était en banqueroute virtuelle, on se demande comment en 1990, l'Etat zaïrois devait 10,5 milliards de \$ et 7 ans plus tard, à la mort du tyran, 14 milliards de \$! On aurait aussi pu reprendre une excellente recherche de David Gould qui, en 1980, a publié une somme encore inégalée sur la corruption bureaucratique et le sous-développement dans le cas du Zaïre.

Les "années folles du mobutisme" sont aussi l'époque des "éléphants blancs", projets pachydermiques et mégalomanes parmi lesquels le beau cas du barrage d'Inga mérite d'être examiné ! Mégaprojet estimé à 460 millions de \$, ce barrage sur le fleuve Congo devait alimenter en électricité toute l'Afrique noire. Rien que le quart de la première tranche, Inga 1, aurait suffi pour assurer l'approvisionnement complet de Kinshasa en électricité.

Pour utiliser le courant produit en trop, des esprits ingénieux proposèrent à Mobutu de construire une ligne à très haute tension (un million de volts continus, une nouveauté jamais testée en matière de transport électrique) entre Inga et le Shaba (Katanga), pour alimenter les principales mines de cuivre du pays. Estimée à 255 millions \$, celle-ci a fini par coûter 1,6 milliards, un dépassement étonnant si l'on oublie la longueur de la ligne à construire: 1.800 kilomètres de haute technologie installée dans la brousse. Aucune ligne secondaire ne part de cette autoroute. Et pour amuser Mobutu, un grand levier rouge permet d'arrêter d'un seul coup la livraison de courant.

Mais le Katanga n'a pas besoin de cette énergie: les ressources hydrauliques exploitables sur place sont suffisantes. On aurait ainsi pu, pour 10% du prix de la ligne, moderniser les mines et créer des barrages plus proches. Mobutu et sa clique ont préféré "l'éléphant blanc" d'Inga pour le seul "levier rouge" et parce qu'ils ont profité grassement de cette construction; le Zaïre n'a payé qu'une partie infime de la facture (prise en charge par la garantie publique à l'exportation américaine) et Morrison-Knudsen, le grand bureau américain responsable du projet, n'a pas dû fermer boutique.

Dans la même veine, Alusuisse a failli créer un fonderie d'aluminium. Proche des mines de bauxite et avec le courant bon marché d'Inga, l'affaire promettait d'être juteuse. La chute du prix de l'aluminium, l'incapacité de l'Etat mobutuesque à agrandir un port en eau profonde à Banana, ont fini par enterrer le projet en 1976. Reste que pendant des années, des bureaux d'ingénieurs suisses ont planché sur ce grand projet et ont gagné leur pain.

Ainsi à coups de grands projets, Mobutu arrosait assez utilement ses amis étrangers et ces derniers ne manquaient pas de lui renvoyer l'ascenseur chaque fois qu'il demandait un crédit auprès d'une institution internationale. Comme Mobutu avait des comparses bien placés dans des grandes entreprises industrielles, financières et commerciales, les décideurs ont laissé son clan s'enrichir.



## Contexte allemand: la frustration des grands ingénieurs

Les Allemands sont légitimement fiers de leur excellente réputation en ce qui concerne la mécanique, qu'il s'agisse de véhicules ou de machines en tous genres.



Ci-dessus : Lutz T. Kayser, président de l'OTRAG, avec en mains un modèle de sa fusée modulaire de 1 tonne.

A la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les ingénieurs allemands venaient de réaliser le premier chasseur à réaction pouvant être produit en série et, en matière de fusées, ils surclassaient largement tout le monde. Avec ses V1 et V2, l'Allemagne fut le seul belligérant à être en mesure d'employer les « bombes volantes », qu'elles soient à réaction ou propulsées par fusée. Ce que possédaient au même moment dans ce domaine les Américains ou les Soviétiques faisait à peine figure de gadget.

La recherche en matière de fusées était l'œuvre d'une équipe relativement peu nombreuse de savants et d'ingénieurs rassemblés à Peenemünde sur la Mer Baltique, et dirigée par Kurt Debus et Werner von Braun. Ces chercheurs, à la fin du conflit se virent « invités » chez les Alliés par des méthodes qui tenaient du kidnapping plus que de toute autre chose et participèrent donc désormais à l'essor de la technologie des fusées aux USA ou en URSS.

Von Braun et Debus se retrouvèrent ainsi à la tête de la recherche spatiale américaine, ce qui leur valut une amnésie miséricordieuse des Alliés concernant leur passé de gradés SS et l'emploi de prisonniers politiques comme forçats<sup>19</sup> dans la production des fusées du III<sup>e</sup> Reich.

Cela régla bien sûr les problèmes personnels de ces messieurs, mais pas ceux de l'Allemagne qui ne retira aucun bénéfice, que ce soit en argent, en emplois ou en réputation, de ce qui fut réalisé à l'étranger à partir d'un savoir acquis chez elle. D'où un sentiment certain de frustration.

Eugène Sänger (1905 - 1964) était un ingénieur aéronautique autrichien et fut un des pionniers de l'aéronautique, surtout connu pour ses recherches sur le corps portant et le statoréacteur. Ses travaux prouvèrent leur importance dans les programmes des X-15, X-20 Dyna-Soar et finalement de la navette spatiale. Sänger avait la certitude que l'aéronautique deviendrait un fait réel aussi routinier que l'est l'aéronautique.

Lui aussi aurait pu s'attendre à des ennuis, ayant été un nazi fervent, et ce dès avant l'Anschluss. Dès 1936, il reçoit la direction d'une équipe de développement dans la région de la lande de Lunebourg dans le nord de l'Allemagne (projet *Silbervogel*).

En 1942, à la suite de la défaite de Stalingrad, le ministère de l'Air annule ces projets, comme d'autres projets ambitieux ou théoriques, pour se concentrer sur des technologies ayant fait leurs preuves. Sänger est transféré au *Deutsche Forschungsanstalt für Segelflug* ou DFS (« Institut allemand de recherche sur le vol à voile»). Il y effectue, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, un important travail sur la technologie du statoréacteur.

Dans la course à la récupération des savants nazis, la France, très en retard dans le domaine du fait de l'occupation, réussit à débaucher Eugène Sänger, en faisant abstraction de

<sup>19</sup> Il en résulta plusieurs dizaines de milliers de morts.

son passé. Non seulement il travaille de 1946 à 1954 comme ingénieur-conseil et participe entre autres au projet *Griffon* à Châtillon, mais est même décoré de l'Ordre national du mérite. Lorsqu'il était en France, il fit l'objet d'une tentative de débauchage par des agents soviétiques. Staline avait été intrigué par les rapports sur le *Silbervogel* et envoya son fils Vassili et le scientifique Grigori Tokaty (en) pour le convaincre de venir en URSS mais sans succès. Il fut dit que Staline donna alors instruction au NKVD de le kidnapper.

En 1949, Sänger fonde à Paris la Fédération astronautique et en 1951, il devint le premier président de la fédération internationale d'aéronautique. En 1954, il rentre en Allemagne et trois ans plus tard dirige l'Institut de la physique et de la propulsion par réaction à l'école technique de Stuttgart. Entre 1961 et 1963, il est consultant pour le constructeur aéronautique Junkers dans la conception d'un avion spatial propulsé par statoréacteur mais cet avion ne dépassa jamais le stade de la planche à dessin. Une des autres idées innovantes de Sänger pendant cette période fut d'utiliser les photons pour la propulsion d'engins interplanétaires dont la voile solaire. Il meurt le 10 février 1964 à Berlin à 58 ans.

Le fondateur de l'OTRAG, Lutz Kayzer fut l'élève de Sänger à Stuttgart. Cette « filiation spirituelle » lui permettra, de même que la présence à ses côtés de K. Debus et (plus brièvement) de Von Braun de se présenter, aux yeux des Allemands les plus nationalistes et les plus conservateurs, comme le continuateur d'une grande tradition, un moment interrompue par les aléas de la guerre...

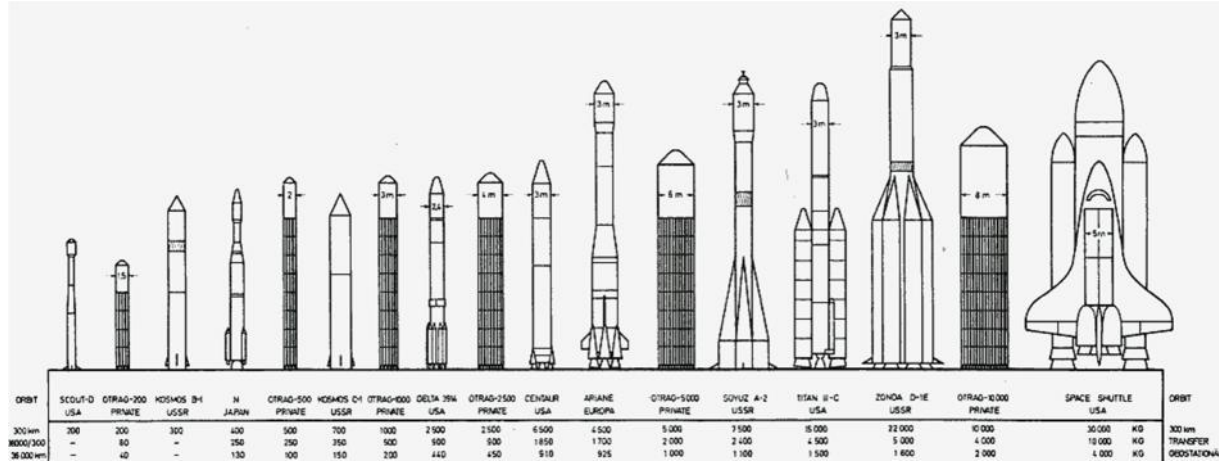


*Herr Direktor Lutz Kayzer à la ville.....*



*et à la campagne*

## Le projet et le contrat



Comparaison entre les fusées existantes et leurs « concurrentes » OTRAG

Les auteurs anglo-saxons qualifient souvent la technologie mise en avant par Kayzer de « *Volksrakete* », mot forgé à partir de « *Volkswagen* », véhicule né du projet hitlérien de « voiture populaire ». Une « fusée pour toutes les bourses », en quelque sorte.

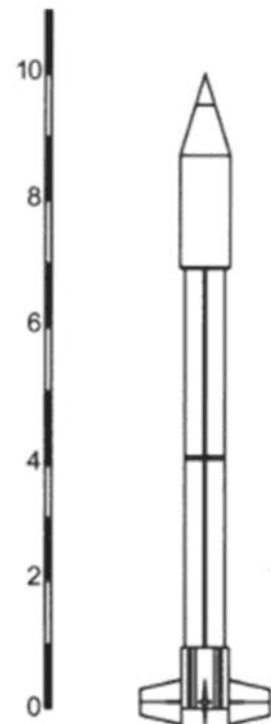
Les francophones plaisantent plutôt à propos de la « botte d'asperges », inspirée par les nombreuses tubulures parallèles des engins dessinés par Kayzer. Il en a en effet dessinés beaucoup plus qu'il n'en a fait effectivement voler !

Au début des années 70, après le désastre européen Europa, Lutz Kaiser, un ancien étudiant d'Eugen Sanger, projeta avec l'aide de la DFVLR, l'équivalent du CNES français, la construction de lanceurs spatiaux modulaires à faible coût. Il crée avec 145 millions de DM la société OTRAG, (*Orbital Transport und Raketengesellschaft*) dont le siège est basé à Stuttgart en Allemagne, en s'assurant le concours de Kurt Debus qui avait été directeur du Centre de Peenemünde puis directeur du Kennedy Space Center. Près de 40 personnes participent au projet. Soutenue par le ministère de la recherche et de la technologie allemand, la fusée OTRAG, de conception modulaire, devait constituer une alternative peu coûteuse aux lanceurs existants.

La fusée de l'Otrag est une fusée à un seul étage. Elle garde la même longueur tout au long de son vol. A la base on trouve les moteurs, les réservoirs et la coiffe. Pour les matériaux, l'OTRAG utilise ceux présent dans l'industrie. Elle s'adresse aux sociétés électroniques, électromécanique, aérospatiales, aux fabricants d'aluminium et de matières plastiques.

La gamme des fusées OTRAG a été conçue à partir d'un module de base standard constitué par un couple de tubes cylindriques de 30 cm de diamètre renfermant l'un le combustible (kérosène), l'autre le comburant (acide nitrique). Chacun d'eux comportait à la base, un moteur développant 30 kN, alimenté par pressurisation grâce à une réserve d'air comprimé sous 40 bars. Les modules de la fusée devaient être groupés en faisceaux dont les dimensions étaient fonction de la charge utile. Les premiers essais prévoient le vol d'un d'une fusée à deux modules, soit 8 réservoirs. La poussée des moteurs ne pouvait prendre que trois valeurs : arrêt, demi-régime et plein régime.

Cependant, il était possible de commander individuellement chaque moteur du faisceau et partant de permettre l'exécution d'un







programme de vol. Le véhicule le plus important de la série devait comprendre 600 moteurs avec chacun un réservoir de propergol de 40 m de long.

Ces fusées étaient censées ouvrir la possibilité d'une alternative commerciale « low cost » aux engins et services fournis par les États-Unis, l'URSS et l'Europe (fusée Ariane et lancement au centre spatial franco-guyanais de Kourou).

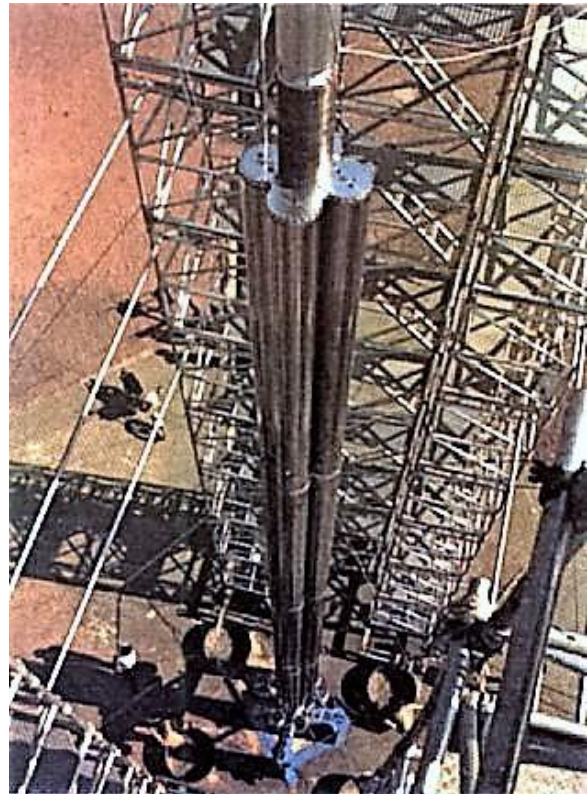
Si certains Allemands ont pu être sensibles aux flonflons patriotiques célébrant le glorieux retour de l'Allemagne dans le domaine de la technologie spatiale, l'idée de « low cost » et d'indépendance des superpuissances, aussi bien que de l'Europe, où se trouvaient les anciennes métropoles coloniales, était plutôt susceptible

de plaire à un public du Tiers-monde.

L'Afrique, en particulier, cultive volontiers un certain souverainisme, en particulier à l'endroit des pays qui ont été ses colonisateurs d'autrefois. L'OTRAG avait donc beaucoup de chances de plaire en terre africaine.

Mais, dans l'autre sens, l'Afrique avait aussi toutes les raisons d'attirer l'Otrag, car avoir des fusées, c'est bien, mais il faut pouvoir les lancer.

Une base de lancement, appelé dans certaines circonstances port spatial, spatioport, astroport ou cosmodrome, est, dans le domaine de l'aéronautique, un lieu où sont réunis un ou plusieurs ensembles de lancement, des moyens logistiques et des installations permettant la préparation, le lancement et le suivi des premières phases de vol d'un lanceur et la mise en œuvre des mesures de sauvegarde. Une base de lancement fait partie d'une base ou centre spatial qui peut inclure entre autres des installations destinées à la fabrication du lanceur comme au Centre spatial guyanais (Kourou) ou sa remise en condition comme au Centre spatial Kennedy.



Les critères de choix d'un emplacement pour les centres de lancement sont :

- vaste terrain plat ;
- zone facile d'accès : l'idéal est qu'elle soit en bord de mer, car elle permet l'acheminement des charges encombrantes, caractéristiques des fusées, par bateau, mode de transport le moins coûteux ;
- zone peu peuplée (en cas d'accident), en général en bord de mer : la trajectoire de la fusée survole ainsi immédiatement après le décollage la zone maritime. Les exceptions sont les bases de lancement de la Russie (par contrainte géographique, mais les territoires voisins sont pratiquement déserts) et de la Chine qui a implanté ses bases sur des territoires peuplés<sup>20</sup>.
- l'éloignement des frontières et la facilité de défense sont parfois pris en compte.

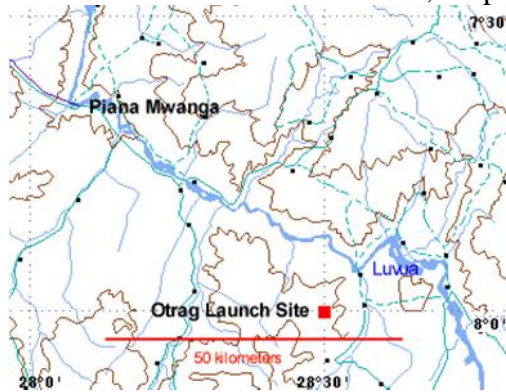
<sup>20</sup> La Chine est d'ailleurs le seul cas connu où un accident a tué des personnes étrangères à la base. En 1996 un lanceur tiré depuis le centre de Xichang s'est écrasé sur un village situé à 1 850 mètres du pas de tir, faisant selon des sources officielles 500 victimes civiles) ;

En fonction du type de mission, le lancement peut se faire sous différents angles : l'azimut peut être proche de 0° et 180° pour les satellites d'observation, alors qu'il sera proche de 90° pour les satellites géostationnaires. Les azimuts utilisables depuis une base dépendent de leur implantation : ainsi le Centre de Cap Canaveral ne permet pas de lancer de satellites d'observation, ceux-ci sont tirés depuis la base spatiale de Vandenberg.

Une base proche de l'équateur permet à un lanceur d'améliorer les performances du lanceur lorsque la charge utile doit être placée sur une orbite géostationnaire, car la vitesse de rotation de la Terre, qui vient s'ajouter à celle imprimée par le lanceur, est maximale à cette latitude. Les satellites géostationnaires intéressent spécialement le domaine des télécommunications.

Cela présentait plusieurs points sensibles de Mobutu : la perspective pour le Zaïre d'être le premier pays africain à se lancer dans la conquête de l'espace, son goût pour les éléphants blancs » et les technologies de pointe seraient flattés.

En date du 26 mars 1976, un protocole d'accord fut signé entre le président Mobutu et le fondateur de la société OTRAG, Lutz Kayzer, afin de créer une base de développement et de lancement de fusées et de satellites dans la province du Shaba (Katanga), au Zaïre. Selon l'accord conclu entre les parties, il fut notamment établi que la société aurait :



- un terrain d'opération gigantesque<sup>4</sup> avec une concession jusqu'en l'an 2000 (superficie estimée à 100 000 km<sup>2</sup> pour 331 km<sup>2</sup> pour la NASA en Floride);
- toute la latitude de procéder à des travaux<sup>21</sup>, d'acheminer du matériel et de développer son

programme sans demande d'autorisation préalable ;

- la jouissance pleine et entière de l'espace aérien au-dessus du site d'accueil du programme balistique ;
- le bénéfice d'une immunité similaire au statut diplomatique pour ses employés ;
- une protection spéciale fournie par les services de sécurité zaïrois ;
- une garantie de confidentialité des activités par l'interdiction de couverture médiatique sans autorisation préalable.

En contrepartie de ces clauses très importantes, le groupe OTRAG s'était engagé entre autres à :

- fournir une allocation annuelle de 50 millions de dollars US aux caisses de l'État;
- mettre gratuitement sur orbite le premier satellite expérimental zaïrois ;
- fournir une offre de prix concurrentielle pour le lancement d'un satellite artificiel de télécommunications ;
- recruter et former de la main-d'œuvre locale afin de renforcer le corps scientifique.

Malgré certaines critiques émises sur les largesses du partenariat, jugées trop défavorables aux intérêts du Zaïre ou tout simplement illégales (non-respect des lois foncières), ce programme balistique était directement soutenu par le président Mobutu dans son aspiration à bâtir un centre spatial africain.

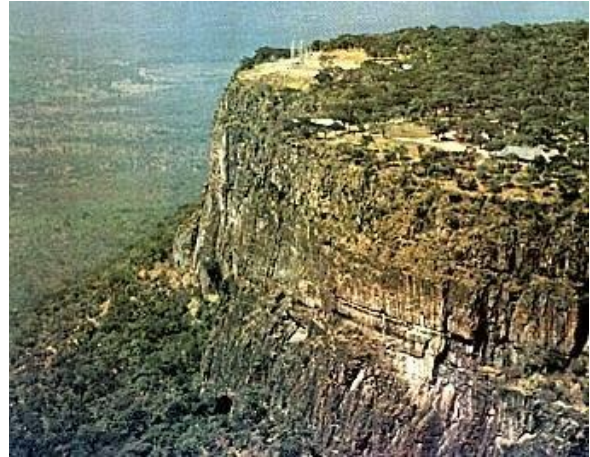
<sup>21</sup> Dans la pratique on interpréta même cette clause comme incluant le droit de faire déplacer des villages qui « gêneraient » l'Otrag.

En effet, le projet présentait des intérêts multiples : la position géographique du pas de tir, proche de l'équateur et favorable à l'envoi d'engins spatiaux, et l'association à un promoteur de vecteurs à moindre coûts ouvraient la possibilité d'une alternative commerciale « low cost » aux États-Unis, à l'URSS et au centre spatial guyanais ; il aurait à s'inscrire dans la logique des grands travaux de relance socio-économique du « Plan Mobutu » lancé en 1977 ; il permettrait de renforcer l'image internationale du Zaïre et de son régime.

Toutefois, l'envoi d'engins dans l'espace était encore au stade expérimental lorsque ladite convention fut signée. Outre les aménagements très importants nécessaires pour le lieu d'accueil au Shaba, un promontoire situé à 1.300 mètres de hauteur avec une piste d'atterrissage pour les avions cargo Argosy et le Boeing 707 utilisé pour les transports, la technologie OTRAG devait être encore mise au point avant de pouvoir procéder aux premiers essais réels.

Ces derniers débutèrent le 18 mai 1977 avec le succès du lancement d'une fusée de 6 mètres de haut qui atteignit une altitude de 20 kilomètres. Un second, en mai 78, atteignit l'altitude de 150 kilomètres

Ce furent là les deux seules réussites d'essais OTRAG au Zaïre !



*Les avions Transal de la Cie Argosy.*

### Centre spatial et formation



talles « petites mains » l'embryon d'un « centre spatial » et encore moins de la percevoir comme appelés à « renforcer le corps scientifique » du pays. C'est un peu comme si l'on voulait ramener une Université aux appariteurs et aux équipes de nettoyage, en oubliant les professeurs !

Un point des accords Mobutu/OTRAG laisse particulièrement perplexe : l'aspiration de Mobutu à bâtir un centre spatial africain, et son intention de faire recruter et former de la main-d'œuvre locale par l'OTRAG afin de renforcer le corps scientifique.

S'il est bien évident que l'OTRAG comptait sur la main d'œuvre locale pour recruter des monteurs, des magasiniers, ou des manutentionnaires, il est tout de même difficile de voir en de



D'autre part, nous savons de quel « horizon spirituel » viennent les « pères fondateurs » de l'OTRAG.

Sans aller jusqu'à y voir une cellule néo-nazie, disons que l'idéologie de leur jeunesse a laissé chez eux des traces assez fortes. Dans ce genre de milieu, on ne doit pas s'attendre à voir régner une sympathie très forte pour les gens de couleur ou une estimation bien haute de leurs capacités intellectuelles. L'idée de Noirs ingénieurs spatiaux devait sans doute les plonger dans l'hilarité.



Il y a fort peu de photos montrant une vue rapprochée de ce qui se passait dans « l'Otragland ». La protection des secrets de fabrication est peu amie des caméras. En voici quatre, ici, et c'est peu pour se faire une idée d'ensemble.

Mais il est tout de même frappant que, sur quatre photos, il n'y en ait qu'une qui montre un groupe racialement mixte. Et ce cliché-là est « posé » comme une photo de classe... ou comme si on l'avait composé en vue de suggérer une fraternisation qui n'existait pas dans les faits.

A l'extrême limite, on peut se demander (certains l'ont fait) s'il s'agit de véritables ouvriers noirs, ou simplement de figurants locaux auxquels on a fait revêtir, pour les besoins de la photo, une salopette de l'OTRAG.

En tous cas, il n'y a pas de quoi dissiper le soupçon qu'il devait régner sur place une atmosphère plus proche de l'*apartheid* que d'une franche camaraderie.



### Une alerte inattendue

Comme je l'ai déjà dit, on ne commença à parler de manière un peu insistante de l'OTRAG que fort tard, alors que le projet était déjà pratiquement agonisant. De plus, cette alerte ne fut pas donnée par la grande presse d'information, par une des revues spécialisées dans les questions aéronautiques et spatiales, et pas davantage par une des publications qui se vouaient à la défense du Tiers-monde.

Le magazine *Penthouse*, qui en fut responsable, est plus connu pour dévoiler largement de pulpeuses anatomies féminines que pour débiller des secrets. Mais à l'époque les publications de ce genre avaient adopté une politique éditoriale qui consistait à entrelarder leurs photos d'articles littéraires ou d'intérêt général. Question de marquer la différence entre un vulgaire « magazine de cul » et un « magazine érotique de haut standing ». Un des journalistes commis à la rédaction d'une de ces pages « bien décentes » écrivit avoir vu, au mur d'un stand de l'OTRAG dans une foire commerciale allemande ce qui lui avait semblé être « une représentation d'un missile survolant une savane africaine ».

C'est cet article de *Penthouse* (vol. 12, n.12) de février 1978, auquel se réfère Farouk Hussein, chercheur au Department of War, Kings College de Londre, dans un article du "New Scientist" paru le 23 mars « *Volsraketen for the Third World* », qui n'y va pas avec le dos de la cuillère, portraiturant notamment les principaux responsables de l'OTRAG comme "*a tangled web of Nazi rocket scientists*" (un réseau serré de spécialistes nazi des fusées). A partir de là, les articles vont se succéder.

# Fusées privées vers l'orbite

5 juin 1978. À Nkongolo, sur les hauts plateaux du Shaba au Zaïre, une équipe de techniciens allemands prépare le lancement d'une fusée de 12 m de haut qui préfigure le futur premier lanceur orbital privé de l'histoire. Officiellement, il s'agit de réduire le coût des lancements pour ouvrir l'espace au Tiers Monde. En pratique, les premiers clients potentiels veulent lancer des satellites espions.

À l'origine de cette fusée, on trouve l'OTRAG (Orbital Transport und Raketen AG), une société privée créée à Stuttgart quelques années plus tôt par Lutz Kayser, un ancien étudiant du pionnier allemand Eugen Sänger. À la tête du conseil de direction se trouve Kurt Debus, ancien directeur du centre de Peenemünde qui a suivi Werner Von Braun aux États-Unis et a été directeur du Centre Spatial Kennedy de 1963 à 1974.

Composée d'une quarantaine d'ingénieurs, l'OTRAG se propose de développer un concept de lanceurs spatiaux modulaires à faible coût. La base en est un module standard constitué d'un couple de tubes cylindriques de 30 cm de diamètre - renfermant l'un du kérosène, et l'autre de l'acide nitrique -

surmontant un moteur 3 tonnes de poussée. L'alimentation se fait sous pressurisation à l'air comprimé à 40 bars. À partir de ces modules, assemblés en faisceaux, il serait théoriquement possible de créer des lanceurs adaptés à la taille des charges utiles dont le pilotage serait assuré en régulant la poussée des moteurs. Un monstre composé de 600 modules de 40 m de long est même envisagé pour placer 10 tonnes en orbite basse.



Le lanceur orbital privé sur son pas de tir. Ce prototype mesurait 15 mètres de haut et devait atteindre 100 kilomètres d'altitude. Hélas, ce fut l'échec.



Des essais secrets du lanceur eurent lieu en 1981, en Libye, dans l'oasis de Sebha.

Pour effectuer les essais de son système, l'OTRAG loua au président zaïrois Mobutu un territoire de 100 000 km<sup>2</sup> dans l'est du pays en décembre 1975. Le dictateur compte sur le succès de l'opération pour disposer du premier satellite espion africain, afin d'observer les pays voisins.

Le 17 mai 1977, une première fusée prototype de 9 m de haut, composée de deux modules de 6 m, atteint 15 km d'altitude. Le 19 mai 1978, un modèle similaire monte à 30 km.

Quinze jours plus tard, c'est donc un modèle de 15 m de haut, avec quatre modules de 12 m, qui doit s'envoler pour atteindre 100 km, en présence du président Mobutu et de médias internationaux. Hélas, c'est un échec. Une vanne défectueuse empêche l'allumage d'un des modules et la fusée, déséquilibrée, s'écrase après quelques secondes de vol.

Dans le même temps, les Soviétiques, alliés de l'Angola, font pression sur le Zaïre pour l'arrêt du programme, et l'équipe de l'OTRAG est exilée en avril 1979. On la retrouve quelques temps plus tard en Libye, dans l'oasis de Sebha, où elle réalise discrètement des essais en 1981. Cette fois-ci, ce sont les Américains qui font pression et obtiennent l'abandon du programme. La dernière fusée de l'OTRAG est tirée du centre européen de Kiruna, en 1983, pour le compte d'une université.

L'échec de l'OTRAG ne dissuadera pas d'autres investisseurs à s'attaquer au marché du transport spatial, surtout une fois qu'ArSpace aura permis son essor commercial. Il y a des projets à avoir atteint le stade des essais.

En 1997, le banquier texan Andrew Beal fonde Beal Aerospace et investit 250 millions de dollars de sa fortune personnelle pour développer un lanceur basé sur des technologies à bas coût et une architecture d'une grande simplicité : peroxyde d'hydrogène et kérosène avec des moteurs alimentés par pressurisation qui sont testés au sol en 1998. Robuste mais peu optimisé, le lanceur BA-2 aurait atteint 65 m de haut pour 970 tonnes au décollage. Son lancement était prévu de l'île de Sombrello, dans les Antilles. Fin 2000, confronté à des difficultés financières et techniques insurmontables, Andrew Beal jette l'éponge, accusant la NASA de ne pas l'avoir soutenu.

Depuis juin 2002, le flambeau a été repris par Elon Musk, jeune milliardaire inventeur du système de paiement sécurisé PayPal sur Internet. Sa société SpaceX développe le petit lanceur Falcon en utilisant des technologies éprouvées et a déjà réussi à obtenir des petits contrats de lancement de la part du Pentagone. Le premier vol est prévu pour l'été 2005.



Concept artistique du lanceur BA-2, de la firme américaine Beal Aerospace. Coût du projet : 250 millions de dollars.



Premier essai transformé pour la fusée prototype de l'OTRAG, en décembre 1977, sur les hauts plateaux du Zaïre.



Le lanceur Falcon de la société SpaceX, sur la base militaire de Vandenberg, en Californie.

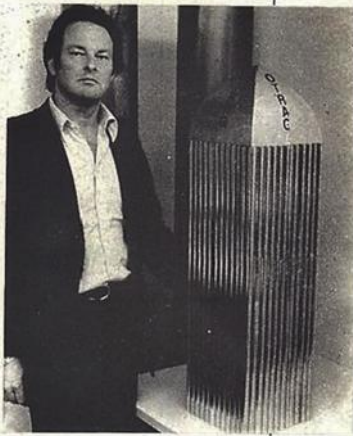
Extrait de Air & Cosmos du 4 février 1978

## Premières commandes de « Billigrakete » à l'OTRAG

L'ingénieur Lutz Kayser, président de la société allemande de construction de fusées OTRAG (Orbital Transport und Raketen Aktiengesellschaft) vient d'annoncer qu'il avait reçu ses premières commandes de fusées pour le lancement de satellites en orbite terrestre. Deux clients lui avaient commandé des fusées type « OTRAG 200 » de 20 m de haut et 1,5 m de diamètre, d'une puissance équivalente au « Scout » américain, pour lancer des petits satellites de 200 kg en 1980. Quatre autres clients avaient en outre pris des options sur une version plus puissante équivalente au « Thor Delta » américain, la fusée « OTRAG 2500 » capable de lancer des satellites de 2 500 kg en 1981. Mais M. Kayser n'a pas voulu révéler le nom de ses clients ni fournir d'autres précisions sur ces commandes. Il est certain cependant que le Zaïre devrait figurer parmi ces clients

puisque, d'après l'accord conclu entre l'OTRAG et le gouvernement du général Mobutu, la firme allemande s'est engagée à lancer « un satellite expérimental de surveillance à l'aide de sa première fusée porteuse opérationnelle » en échange de la disponibilité d'une zone de 150 000 km<sup>2</sup> dans la province du Shaba où l'OTRAG a installé le champ de tir de ses fusées. M. Kayser envisage également la construction d'une énorme fusée « CTRAG 10 000 » de 26 à 35 m de haut pesant 1 000 tonnes dont le premier lancement aurait lieu en 1982 pour satelliser deux tonnes en orbite géostationnaire. Pour l'instant cependant aucune de ces fusées n'existe. L'OTRAG a seulement effectué le 17 mai 1977 au Zaïre le tir expérimental d'une petite fusée qui a culminé à 8 km d'altitude avant de retomber. Le prochain essai d'une fusée expérimentale un peu plus

grosse et capable de monter à 100 km est prévu pour juin 1978, selon M. Kayser. La société OTRAG est une firme privée financée par les souscriptions d'un millier d'actionnaires particuliers. L'OTRAG a déjà dépensé environ 76 millions DM pour ses travaux et elle attend cette année environ 20 millions DM de souscriptions de nouveaux actionnaires.



L'ingénieur Lutz Kayser, président de l'OTRAG, à côté d'une maquette d'un des modèles de fusées du marché — Billigrakete — qu'il a entrepris de construire avec une petite équipe d'une trentaine de techniciens et d'ouvriers en Allemagne. Le principe de la « Billigrakete » est simple : la fusée est constituée par l'assemblage en faisceau de tubes d'acier formant réservoir pour les ergols (kérosène et acide nitrique), l'alimentation étant commandée par des vannes actionnées par des moteurs d'essui-glace. Chaque tube comprend son moteur constitué d'une chambre de combustion à revêtement intérieur ablatif, sans divergent. Le guidage de la fusée est assuré par une centrale inertielle simplifiée, sans liaisons de télécommande ni de télémétrie avec le sol, et sans trajectographie radar. Selon M. Kayser, le coût de ces fusées devrait ainsi être équivalent à la moitié de celui d'une fusée, pourtant classique, comme le lanceur européen « Ariane ».

# Astronautique: l'affaire OTRAG

Albert Ducrocq

**Construire des lanceurs économiques,  
capables de concurrencer les fusées lancées par les Etats,  
c'est ce que se propose de faire une société privée allemande  
qui a déjà trouvé un champ de tir... en Libye.**

UNE société allemande dispose aujourd'hui d'un polygone de lancement en Libye. Cette société, OTRAG, entend mettre rapidement au point des fusées économiques de sa conception. Son objectif est d'assurer, grâce à des moyens privés, le lancement de satellites d'application éventuellement plus gros que les satellites acceptés par la fusée Ariane.

La gageure est d'importance si l'on note que tous les lancements de satellites ont été et continuent à être l'œuvre d'Etats, lesquels suscitent une véritable mobilisation industrielle.

Pour mettre un satellite en orbite, on affirme volontiers, en effet, qu'une somme de moyens extraordinaires est nécessaire. Imaginez qu'on impose aux constructeurs d'automobiles de fabriquer des voitures pesant non plus 800 kg mais 200 kg, tout en conservant leurs performances et leurs équipements...

Une fusée, c'est ainsi un cauchemar de mécanicien. Vu la légèreté des structures auxquelles il faut recourir, on se trouve conduit à créer des moteurs dont la masse est de l'ordre du gramme par cheval de puissance. Et du fait que l'on travaille à la limite de l'explosion, toutes les précautions doivent être prises pour que les liquides arrivant dans la chambre de combustion se comportent exactement selon le scénario prévu. Au moindre écart, la catastrophe menace. D'où cette somme exceptionnelle de précautions à toutes les étapes, depuis l'étude jusqu'à la préparation au lancement.

Tels sont les propos tenus aujourd'hui partout. La technique spatiale exige des moyens d'avant-garde. Elle ne peut être créée que par des pays dotés d'une industrie de pointe; encore ces derniers doivent-ils faire des efforts considérables. Naturellement, le kilogramme en orbite reviendra très cher.

C'est ainsi avec une extrême curiosité que les spécialistes suivent l'activité d'une société qui entend mettre des satellites en

orbite en faisant seulement appel aux ressources courantes d'une industrie moderne mais non d'avant-garde: aller dans l'espace avec les produits du commerce, en somme. Tel est le sens de l'étonnant pari OTRAG.

## Un collaborateur de von Braun

Orbital Transport und Raketen Aktien Gesellschaft: OTRAG est une entreprise allemande. L'aventure débute en 1971, au lendemain de ce que les Allemands appellent « le désastre Europa ». Après avoir dépensé beaucoup d'argent, l'ELDO s'est révélé incapable de mettre au point une fusée lance-satellites. Cet organisme n'avait pas pensé le problème fusée... Mais n'est-il pas paradoxal que l'Europe soit incapable de faire ce que les Soviétiques avaient réussi, avec des moyens relativement peu importants, quatorze ans plus tôt?

Entre-temps, la technologie a progressé, celle de l'Europe est particulièrement avancée. La compagnie Technologieforschung, dirigée par Lutz T. Kayser, se demande s'il ne serait pas possible de fabriquer des fusées à la fois simples, sûres et économiques. Des études en ce sens sont conduites entre 1972 et 1974 en coopération avec l'organisme DFVLR, une sorte d'homologue allemand du Centre National d'Etudes Spatiales en France. Les conclusions sont estimées positives. Elles se traduisent par la création de la société OTRAG avec les fonds (145 millions de DM recueillis d'emblée) que fournissent 1 400 investisseurs, dont une proportion importante de chirurgiens berlinois. Son siège est à Stuttgart. Son président-directeur général n'est autre que Lutz Kayser. Il se donne cet objectif: créer un lanceur spatial qui soit en quelque sorte l'antithèse des fusées de luxe...

Les moyens d'y parvenir? Ils ont été précisés par le Dr Kurt H. Debus, qui restera jusqu'à mai 1980 président du Conseil d'administration de l'OTRAG (le président

étant aujourd'hui l'ingénieur Frank K. Wukasch). Le Dr Debus fut, trente années durant, le collaborateur de von Braun avec lequel il vécut l'aventure des V-2. Il fut notamment en 1942 directeur du centre de Peenemünde. A l'heure des missions lunaires, le Dr Debus devint directeur du Kennedy Space Center.

Des idées, Lutz Kayser et le Dr Debus en ont beaucoup. Et le programme qu'ils arrêtent avec une équipe de 40 chercheurs apparaît remarquablement séduisant.

On aura une vue saine des choses, estiment-ils, si — au lieu de tout sophistiquer systématiquement dans un lanceur — on commence par établir une hiérarchie entre ce qui est très critique, ce qui l'est moins, et ce qui peut aujourd'hui recevoir des solutions différentes.

Pour les besoins de la conquête spatiale, on avait ainsi abaissé de 24% (dans les V-2) à 6% le poids de la fusée sèche. Il n'était pas question de garder 24%. Mais était-il indispensable de viser 6%. Pourquoi pas 8%... ou au contraire 5%?

Les règles du jeu, remarquent les responsables de l'OTRAG, ont été d'une certaine manière faussées par le programme Apollo. L'envoi d'hommes sur la Lune représentait en effet une performance sans commune mesure avec le placement d'un satellite en orbite terrestre. Dans chaque domaine, les ingénieurs durent se surpasser et innover. Le calcul se révéla juste et les Américains gagnèrent sur deux tableaux: leurs missions lunaires réussirent, elles obligèrent l'industrie à progresser vigoureusement en créant des équipements surqualifiés dont bien des activités allaient bénéficier par la suite.

Cela étant, si l'on regarde le problème d'un point de vue économique, on peut tenir un autre raisonnement: une somme de moyens est nécessaire pour abaisser la

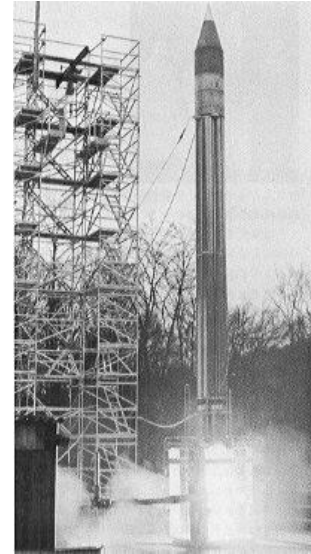
---

*A la base une collection de moteurs, un faisceau de tubes supportant la coiffe et constituant les réservoirs, c'est ainsi que se présente la fusée OTRAG.*

---

Ces articles s'étalent sur deux ans, ce qui explique les allusions à la Libye, où l'OTRAG s'installa brièvement après sa rupture, en 1979, d'avec Mobutu. A part ces allusions, ils sont curieusement intemporels. Ils exposent techniquement l'intérêt que peut avoir une fusée « low cost » (comme si le but « normal » de l'aéronautique était de jeter l'argent par les fenêtres).

On ne s'intéresse au CV de Kayzer ou de Debus que du strict point de vue de leurs compétences d'ingénieurs. L'aspect « nazi » est passé sous silence, alors que, certainement, Farouk Hussein, qui avait mis le feu aux poudres, avait insisté sur cet aspect-là, peut-être même en exagérant un peu lourdement. Idem pour ce qui est de la collaboration avec une dictature.



Les nouvelles, à les lire, paraissent bonnes et incitent à l'optimisme. Il est vrai que comme Lutz Kayzer semble être l'unique source d'information dont ils disposent, le contraire aurait été étonnant ! De plus, en parlant de « bonnes affaires », il ne mentait pas : l'OTRAG vendait fort bien ses actions. Leur acquisition offrait de considérables avantages fiscaux qui devaient paraître très motivants aux médecins berlinois. Les fusées de Lutz Kayzer n'étaient peut-être pas très efficaces pour mettre des satellites en orbite, mais par contre, pour ce qui était de mettre des revenus sur une orbite hors de portée du fisc... Pardon !

Cela pourrait même faire penser... Mais ce sont là des suppositions que nous examinerons après avoir atteint la fin de l'histoire.



## Les causes de l'échec

La rupture avec Mobutu survint en 1979. Guerre froide et course aux armements qui étaient l'obsession de l'époque contribuèrent à ce que l'on privilégiait les explications « politiquement acceptables comme correctes ». C'est-à-dire que le rôle moteur fut attribué aux superpuissances, ce qui permettait d'une part, de continuer à employer la clé de lecture faisant de tout conflit africain un affrontement Est/Ouest par « proxys » interposés, et de toute révolte une ingérence étrangère<sup>22</sup>, d'autre part de dissimuler le mécontentement de pays « amis » de l'Allemagne, comme la France, inquiète pour la rentabilité de la fusée Ariane.

En réalité, au moins trois niveaux de causes, interagissant indépendamment les uns des autres, furent à l'origine de l'échec final.

### Insuffisances et insatisfactions chez les deux partenaires

#### Insuffisances techniques

Le gros défaut de Lutz Kayzer, en tant que vendeur, c'est d'avoir mis en service une technologie qui n'existait encore que sur le papier. Il évoque déjà son carnet de commande bien

---

<sup>22</sup> Par exemple, les « guerres du Shaba », menées par des rebelles congolais, seront décrites comme des attaques de l'Angola soutenu par Cuba, donc du bloc soviétique, affirmation qui justifia l'intervention du Maroc, de la France et de la Belgique, agissant en fait pour le compte du bloc américain.

rempli en 1978, alors qu'il n'a encore jamais réussi à envoyer aucun de ses engins à la hauteur et à la vitesse, voulues pour placer un satellite sur orbite ! A pratiquer cette technique de vente, on se fait assez vite traiter de charlatan !

Le tir réussi de mai 1977 fut suivi de deux nouveaux essais, respectivement aux mois de mai et de juin 1978, d'un engin qui atteignit l'altitude de 150 kilomètres et d'un lanceur qui manqua ses objectifs et s'écrasa peu après le décollage. Cet échec devant un parterre de personnalités où était également présent le président Mobutu fut le dernier des tirs opérés par OTRAG au Zaïre.

Voici d'ailleurs un relevé des différents essais effectués tant au Congo qu'en Libye.

## OTRAG launches

### Launch sites

- The site in the Kongo is sometimes called Kapani Tonneo. Its coordinates are 7.92587 S, 28.52766 E. In Google Earth these coordinates point at the landing strip at the ridge where the launch site was located.
- The site in Libya is sometimes called Camp Tawiwa and sometimes just Tawiwa. The coordinates found on the internet for the site - 26.9939 N 14.4642 E - point at the nearest airport in the town of Sabha. At Leitenberger' site the launch site coordinates are given as 27° 02' 00" N, 14° 26' 00" E which is Sabha town centre.
- The launch pad at Esrange was located only meters from these coordinates: 67 ° 53' 36" N, 21° 06' 19" E, 298 m.a.s.l.

### Launches

Nr	Launch Date	Time	LV Type	Apogee	Launch Site	Remarks
1	1977 May 18	0815	4x9m	15	Kapani Tonneo	Four-module test vehicle, 6 m long. Propulsion test. (19 May according to Leitenberg)
2	1978 May 19	2201	4x9m	30	Kapani Tonneo	Four-module test vehicle, 6 m long. High altitude night test. (20 May according to Leitenberg)
3	1978 Jun 5	1140	4x15m	0	Kapani Tonneo	Keeled over and crashed after a few seconds
4	1981 Mar 1	0920	4x15m	150?	Tawiwa	Maximum range single stage test, reached 300 km [astronautix]. Failure, rocket turned after 21 sec [Leitenberger].
5	1981 Jun 7		4x15m	50?	Tawiwa	High acceleration test, 20 % propellant loading.
6	1981 Sep 17		1x15m	50?	Tawiwa	Engine induced roll moment test.
7	1981 Oct 1		1x15m	50?	Tawiwa	Burn to depletion test.
8	1981 Oct 24		1x15m	50?	Tawiwa	Oxidizer depletion first (rough).
9	1981 Nov 19		1x15m	50?	Tawiwa	Fuel depletion first test (smooth).
10	1981 Dec 12		1x15m	50?	Tawiwa	TV onboard camera test
11	1982 Jun 2		1x15m	50?	Tawiwa	Deep throttling test (1 ton thrust).
12	1982 Jun 24		1x15m	10?	Tawiwa	Early cut-off and destruct.
13	1982 Sep 2		1x15m	50?	Tawiwa	Roll control test (<1 N m).
14	1982 Sep 11		1x15m	50?	Tawiwa	Stage separation simulation
15	1982 Nov 10		1x15m	50?	Tawiwa	60 degree elevation launch.
16	1982 Nov 16		1x15m	50?	Tawiwa	Alternative oxidizer (RFNA).
17	1982 Dec 9		1x15m	50?	Tawiwa	Alternative fuel (JP-4).
18	1983 Sep 19	0559	4x9m	4	ESRANGE	?

En dehors de toute considération sur la psychologie personnelle de Mobutu (grand amateur d'éléphants blancs, de réalisations de prestige et de techniques de pointe, mais aussi habitué à des livraisons « clés en main » de produits capables de fonctionner... au moins le jour de l'inauguration), on peut se demander si quelqu'un au monde aurait accepté de voir les relations continuer dans un tel contexte.

### Un échec pour les deux parties

En 1979, le contrat de partenariat fut révoqué par le chef de l'État zaïrois.

Lancé trois ans tôt, le programme d'OTRAG fut un échec pour les deux parties : d'une part, la base d'un centre spatial africain et le projet d'un réseau de télécommunications géré par un satellite national étaient abandonnés et, d'autre part, les techniques d'amélioration de vol de la société ouest-allemande étaient gelées à défaut d'un environnement d'accueil.

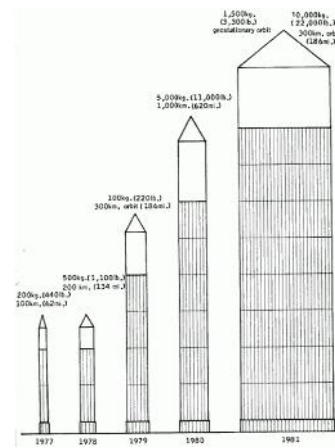
En 1980, le partenariat fut définitivement enterré lorsque OTRAG déplaça ses activités ; la société installa son centre de lancement en Libye, à 600 km au sud de Tripoli. Des tirs d'essai



y ont apparemment été réalisés en 1981, mais le programme inquiéta cette fois les USA qui finalement obligèrent l'OTRAG à quitter le pays ; Ensuite, la société ouest-allemande s'installa brièvement en Suède où un dernier lancement, toujours marqué du sceau de l'échec, eut lieu à Kiruna en 1983. L'OTRAG arrêta ses activités en 1987.

Toujours persuadé de la valeur de son idée de « fusées en botte d'asperge », Lutz Kayzer a émigré aux Etats-Unis, où il tente de « placer » son idée dans l'industrie spatiale américaine.

L'échec du programme balistique d'OTRAG n'a pas pour autant mis un terme à la contribution du Congo à la conquête de l'espace puisque l'aéroport international de Ndjili, à Kinshasa, fait partie de la liste des pistes de secours utilisables pour les navettes spatiales américaines.



### Facteurs extérieurs proches

#### Ebranlement croissant du régime Mobutu

En mai 1978 a eu lieu la bataille de Kolwezi au Shaba. Le 13 mai 1978, les soldats du Front national pour la libération du Congo (FNLC), en provenance d'Angola<sup>23</sup>. Après trois jours de combat, la ville est entièrement aux mains des rebelles katangais. Certaines sources prétendent que la prise de Kolwezi par les soldats du FNLC n'était qu'un objectif intermédiaire, le principal étant la prise de la base de l'OTRAG.

Jusque-là, les principaux alliés occidentaux de Mobutu, en particulier la Belgique et la France avaient conservé des illusions sur leur allié. Ils le croyaient solidement installé, assez largement accepté et, surtout, doté d'une armée efficace dont ils avaient d'ailleurs en grande partie fourni les cadres. Or, les redoutables FAZ furent comme des lapins. La reprise de la ville fut l'œuvre de paras belges et français, les FAZ ne revenant, ensuite, que pour les atrocités répressives destinées à remettre la population au pas.

Mobutu était en froid avec deux de ses voisins : l'Angola et le Congo (Brazzaville) dont les régimes étaient d'inspiration marxiste et, à cette époque, c'était un secret de Polichinelle, chacun avait chez soi les réfugiés de chez le voisin et les armait si celui-ci était « de l'autre bloc ». Dans ce contexte, on pouvait craindre que les fusées de l'OTRAG, être déviés vers des fonctions militaires, notamment contre l'Angola et la République populaire du Congo.

Malgré les démentis officiels et formels quant aux rumeurs sur l'objectif militaire du programme, un certain nombre de pays africains craignaient que les fusées profitent à la mise en œuvre ultérieure d'un système de défense de l'Afrique du Sud et ce, face aux voisins qui soutenaient la lutte contre le régime d'apartheid.

À la suite de ces événements, les puissances occidentales auraient invité le maréchal Mobutu à démocratiser (un peu) son régime et à mettre fin au projet OTRAG sur son territoire.

#### Zizanie européenne

L'OTRAG a dû être traité de divers noms d'oiseaux par les responsables de la diplomatie ouest-allemande. Elle leur créa en effet divers problèmes dans leurs relations avec d'autres états membres de la CEE. Et ceci pour des raisons fort diverses, dont certaines sont même carrément farfelues.

<sup>23</sup> Le FNLC était prétendument soutenus par Cuba et par l'Allemagne de l'Est. Les cadres cubains et est-allemands ont alors mystérieusement disparu aussitôt après avoir pris possession de la ville ? Bobards de la Guerre froide.

A titre d'exemple de ces dernières, je me bornerai à citer l'intervention d'un parlementaire français. Le 24 mars 1980, le député Louis Odru attire l'attention du Ministre des Affaires Etrangères sur les activités africaines de l'OTRAG visant à long terme à "contrôler les voies maritimes des pétroliers autour du Cap de Bonne Espérance"<sup>24</sup>

D'autres protestations françaises (voir ci-dessous) tenaient au fait que les deux pays étaient partenaires dans le développement de la fusée Ariane. Or l'avenir de cette dernière était susceptible d'être handicapé si l'hypothèse du succès des tirs au Zaïre était confirmée, puisque le projet de la société ouest-allemande était officiellement de pouvoir fournir un accès à l'espace à moindres coûts, en ciblant particulièrement les besoins des pays du tiers-monde.

Extrait de Air & Cosmos du 2 septembre 1978:

## Question sur les activités de la firme allemande OTRAG en France

Les activités de la société allemande OTRAG en France ont fait l'objet d'une question orale de M. Serge Boucheny, sénateur, au ministre français des affaires étrangères le 25 juillet. Le texte intégral, paru au Journal Officiel du 3 août et intitulé « respect par la R.F.A. des accords interalliés concernant la fabrication et les exportations d'armement », est le suivant : « **M. Serge Boucheny informe M. le ministre des affaires étrangères** qu'une société allemande, l'OTRAG (Orbital Transport und Raketen Aktien Gesellschaft) se livre au Zaïre, dans la province du Shaba, à la fabrication de lanceurs de satellites. L'installation de cette société, sur une large portion du territoire zaïrois, s'est faite à la suite d'un accord entre les deux gouvernements allemand et zaïrois. Des informations font état de ce que cette société permettrait à la République fédérale allemande de transgresser les décisions des alliés, interdisant à l'Allemagne de fabriquer ce type de matériel à utilisation militaire. Ces faits ayant été rendus publics, la société

OTRAG envisagerait tout d'abord, en accord avec le Gouvernement allemand, d'élargir son champ d'activités en s'installant au Brésil. D'autre part, l'OTRAG a créé en avril 1978 une filiale en France, dénommée OTRAG France, au capital de 100 000 francs, dont le siège social se trouverait 8, avenue Foch, dans le seizième arrondissement de Paris. La filiale française permettrait à la société mère de poursuivre des activités mal connues. M. Serge Boucheny demande à prendre afin d'assurer le respect, par le Gouvernement fédéral allemand, des accords interalliés concernant la fabrication et les exportations d'armement sur son territoire ou dans toute autre région du monde. Alors qu'il existe des accords jugés par le Parlement satisfaisants entre les gouvernements français et allemand concernant la recherche spatiale civile et la construction du lanceur Ariane, quelles mesures sont prises en ce qui concerne notre pays pour sauvegarder l'industrie spatiale française d'une concurrence déloyale ».

Les anciennes métropoles coloniales, devenues des puissances « coopérantes » et « protectrices » des jeunes états africains - et souvent les « gendarmes de l'Afrique » - n'étaient guère enchantées de voir l'Allemagne, pays possédant une puissante industrie lourde,

<sup>24</sup> Journal officiel de la République française / Débats parlementaires / Assemblée nationale, 24 mars 1980 Question 27818 page 1130

notamment métallurgique, faire irruption sur le marché africain, et précisément au beau milieu du Katanga, ce fameux « scandale géologique ». On croyait pourtant s'être débarrassé de ce concurrent en 1919 !

### Les superpuissances

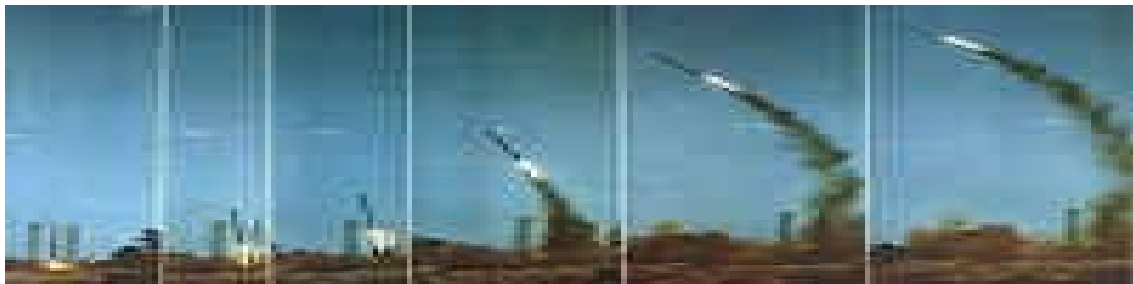
Dans le contexte de la guerre froide et des jeux d'alliances en Afrique, l'URSS faisait pression sur Kinshasa pour qu'elle renonce à ce site de lancement de fusées.

Moscou craignait l'ouverture d'une boîte de Pandore avec des engins à longue portée qui pourraient être utilisés contre ses alliés locaux.

En outre, les Soviétiques craignaient de voir se développer, de façon déguisée au Zaïre, une technologie de fusées militaires de longue portée par l'Allemagne de l'Ouest. Ils purent même pour cela tirer argument de certaines prises de positions des pays d'Europe occidentale, qui eux aussi rappelèrent à l'Allemagne qu'elle était soumise à certaines restrictions, telles que par exemple l'interdiction d'avoir des fusées de plus de six mètres.

Mis sous pression par une partie de ses alliés occidentaux, par l'URSS de Léonid Brejnev, par ses voisins et, d'une certaine manière, par le rapport entre le coût politique et les résultats technologiques engrangés (trois essais expérimentaux entre 1976 et 1979), le président Mobutu mit fin à l'aventure en 1979.

Lorsque l'OTRAG alla s'installer pendant un moment en Libye, ce fut au tour des Américains de s'inquiéter... d'autant plus que Kadhafi confisqua tout son matériel.



### Y avait-il autre chose ?

Une chose est sûre, photo satellite (ci-contre) à l'appui : de « l'otragland », il ne reste rien .Le fameux promontoire est désert.

Mais aussitôt des voix s'élèvent, pour dire : « Si l'on prend la peine de le vérifier par satellite, c'est donc bien qu'il y avait quelque chose... Et ne nous racontez pas qu'il s'agissait de bottes d'asperges volantes ! Nous ne sommes pas fous ! ».

Bref, aux yeux de certains, l'OTRAG serait comme le diable : sa principale force serait de faire croire à son inexistence... ou qu'il est inoffensif.



Parmi les accusateurs de l'OTRAG, il y a des farfelus, il y a aussi des animaux à sang froid, notamment des diplomates représentant leur pays à l'ONU, qui servait à l'époque d'arène à des affrontements quasi-quotidiens entre les blocs Est et Ouest.

La raison pour laquelle les Soviétiques ont voulu que l'OTRAG quitte le Zaïre est la même qui a poussé ensuite les Américains à exiger son départ de Libye : les engins de l'OTRAG étaient susceptibles de « dévier » facilement vers des applications militaires. Les « frères

ennemis » étaient donc d'accord au moins sur un point : ils considéraient les engins OTRAG comme dangereux.

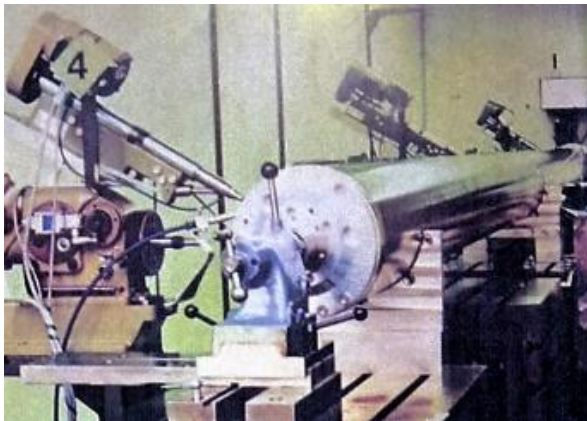
L'OTRAG a existé de 1975 à 1987, soit douze ans, et a fait des essais de 1977 à 1983, donc pendant six ans. Sur ce laps de temps, il a été procédé à 18 expériences, avec des résultats majoritairement négatifs. La tendance naturelle serait de se dire que sans doute le projet était mauvais et qu'on aurait dû s'en rendre compte plus vite et l'abandonner plus tôt.

Aussitôt on se trouve devant « quelque chose qui ne va pas ». Sänger, Debus et Von Braun ne sont pas des personnages particulièrement sympathiques. Mais leurs compétences sont incontestables. Or tous, à des moments différents, ont appuyé Lutz Kayzer et son projet et ils l'ont fait en y engageant leur propre réputation.

Cela ne tient pas debout, sauf dans une hypothèse : les « bottes d'asperges » n'étaient pas le véritable projet, mais un gigantesque nuage de fumée couvrant des activités d'une autre nature, qui pouvait n'avoir qu'un rapport lointain avec la mécanique, l'espace ou les fusées. L'astronautique n'aurait alors été choisie comme « couverture » que parce qu'elle permettait d'expliquer le secret (protéger des secrets industriels), l'isolement et l'étendue énorme de la concession (sécurité des tirs) et même les privilèges exorbitants accordés au personnels de l'OTRAG (en tant que travaillant à un « grand projet » présidentiel).

### Fusées militaires ?

On se demanda si, sous le couvert de travailler à l'expérimentation et au développement des idées de Kayzer sur un lanceur civil « low cost », l'OTRAG ne travaillait pas à des applications militaires d'une technologie plus « classique », en un mot à des missiles. Cette hypothèse inquiéta plus d'une des parties en cause. La France et l'URSS y virent une manière,



pour l'Allemagne, de contourner des limitations imposées par les traités. Les pays africains de la « ligne de front » pensèrent que le " *tangled web of Nazi rocket scientists*" devait se sentir idéologiquement proche de l'*apartheid* et pourrait bien voler à son secours. Tout le monde s'inquiéta à l'idée de moyens militaires puissants répandus dans un Tiers-monde peu stable.

Problème pratique : tout comme les aérodromes civils et militaires utilisent des installations qui se ressemblent, les « bonnes » et les « mauvaises » fusées et leur environnement se ressemblent. Il aurait fallu y aller voir de près, et aucune inspection, ni même aucun reportage (sauf bien sûr ceux rédigés par l'OTRAG elle-même) n'a jamais eu lieu sur place. On ne saura donc jamais.

### LA bombe ?

Cette même idée, rapprochée du fait que, pour fabriquer les bombes d'Hiroshima et Nagasaki, on a utilisé de l'uranium congolais provenant du Katanga, craignirent que les activités clandestines de l'OTRAG puissent être nucléaires. Or, les puissances nucléaires n'étaient d'accord que sur une chose : le principe de « non-prolifération », à la fois pour protéger leur statut dominant, mais aussi par peur de ce que des chefs d'état fantaisistes pourraient en faire. Rien n'est cependant jamais venu étayer cette thèse, alors même que des installations nucléaires ne sont pas discrètes et auraient été vues par des satellites-espions. Il semble bien que cette hypothèse n'ait jamais été qu'un fantôme créé par les terreurs

obsessionnelles de la course aux armements. Elle n'a en tous cas jamais reçu le moindre début de confirmation.

### Paradis fiscal sur orbite ?

Lorsque, à partir de 1978, on commença à parler (un peu) et à s'interroger (beaucoup) sur l'OTRAG, votre serviteur était, parmi les membres du *Comité Zaïre*, le seul à posséder une connaissance suffisante de l'allemand pour lire couramment des documents un peu compliqués dans cette langue. Comme j'avais, de plus, émis l'idée que cette histoire devrait faire l'objet d'une rubrique suivie dans *Info Zaïre*<sup>25</sup>, je me vis, pour renfort d'infortune, chargé de ladite rubrique, baptisée (mais non par moi) « *La grand histoire de l'OTRAG* ».

En parcourant la littérature inspirée par la compagnie allemande, je fus frappé dès l'abord par le fait que si elle faisait évidemment de la réclame, ce que tout le monde fait, elle vantait beaucoup moins ses fusées que les avantages fiscaux dont bénéficiaient les détenteurs de ses actions. Les fusées de Lutz Kayzer n'étaient peut-être pas très efficaces pour mettre des satellites en orbite, mais par contre, pour ce qui était de mettre des revenus sur une orbite hors de portée du fisc... Chapeau !

Certains documents de plusieurs pages ne disent pas un mot des fusées, tout consacré qu'ils sont à la description, par de bons auteurs, avocats fiscalistes, des merveilleuses opportunités offertes à ses actionnaires de payer moins d'impôts en toute légalité. On avait même obtenu du fisc une « *Eidesstattliche Erklärung* <sup>26</sup> », une « déclaration solennelle » garantissant pour l'avenir que ces privilèges fiscaux ne seraient jamais remis en question.

Si Lutz Kayzer avait été un expet-comptable et conseiller fiscal, ou même simplement un *tour operator* vendant principalement des excursions vers les Iles Vierges, les Bahamas, les îles Anglo-normandes, ou simplement la Suisse, enfin tous ces lieux où l'on va bien sûr pour la pureté de l'air, mais sans oublier une petite mallette noire... on aurait compris. Pour une pub de marchand de fusées, c'était assez étrange.



Quand une société, pendant douze ans, dépense pour ses frais sans qu'il n'en sorte jamais aucun produit pouvant être vendu, et que cela ne se termine pas par une faillite retentissante, l'on est perplexe. Et quand pour toute explication le principal responsable de cette société ne peut mettre en avant que la vente de machines n'existant que sur le papier et d'actions alors qu'en bonne logique des « activités » aussi calamiteuses devraient mettre tous les actionnaires potentiels en fuite, on devient incrédule. Et on a le droit de se demander si cette société n'est pas un « masque » destiné à couvrir d'autres activités que celles qui sont présentées comme son objet.

L'une de celles-ci est l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent. Après tout, l'OTRAG touchait certes aux chirurgiens berlinois qui, d'après Kayzer ont tant d'économies à placer, mais aussi aux anciens nazis qui ont souvent emporté quelques bricoles pour égayer leur exil, aux chefs d'état africains qui sont connus pour leurs bas de laine « planqués », et ses emplyés avaient un statut quasi-diplomatique au Zaïre, pays producteur de ces diamants qui sont si commodes pour transporter de grosses sommes sous un petit volume...

Cette hypothèse n'est d'ailleurs pas la plus sinistre !

<sup>25</sup> Périodique édité par le CZ.

<sup>26</sup> Littéralement : une déclaration ayant valeur de serment.

### « *Man made diseases* » ?

Pendant que se déroulait au Zaïre l'affaire OTRAG, l'atmosphère de peur entretenue par la course aux armements concernait aussi les armes dites « biologiques ». Et à cette même époque apparurent deux maladies en tous points dignes des vers de Lafontaine « *Un mal qui répand la terreur / Et que le Ciel en sa fureur / Envoya pour punir les péchés de la Terre...* » : le SIDA<sup>27</sup> et l'Ebola<sup>28</sup>, puisqu'il faut les appeler par leur nom.

D'autre part, une partie de l'opinion noire américaine va plus loin que l'idée que « les Blancs ne nous veulent pas vraiment du bien » et va jusqu'à soupçonner l'existence de plans génocidaires pour l'élimination physique des Noirs (et de diverses autres catégories de population : marginaux économiques ou sexuels, amérindiens, hispaniques et, en gros, tout ce qui n'est pas suffisamment « blanc » ou vit de façon « bizarre »).

Ces gens estiment que les racistes ne vont pas se contenter d'éliminations trop « artisanales », comme les tirs de policiers sur cibles nègres, ou les exploits périodiques de « tueurs fous » et qu'ils complotent l'élimination, en particulier des Noirs, par des moyens recourant à la science et à la technologie de haut niveau, notamment à la biologie et à la diffusion volontaire de maladies mortelles<sup>29</sup>. Il convient de noter que le projet d'État « Coast », mené par Wouter Basson (surnommé « Docteur la mort »), à l'encontre des populations noires en Afrique du Sud dans les années 1980 n'a été révélé que 10 ans plus tard. Mais l'existence incontestable de « Coast » prouve en tous cas que des plans de cette nature ont existé et qu'attribuer purement et simplement cette thèse à la paranoïa et à la « théorie du complot » serait trop simpliste.

Ajoutons que l'on connaît au moins un exemple « grandeur nature » de ce genre de choses dans la médecine vétérinaire avec la myxomatose, maladie artificiellement créée en laboratoire pour « contrôler » le nombre excessif de lapins en Australie et qui s'avéra si peu « contrôlable » qu'elle faillit faire disparaître totalement l'espèce.

Toujours est-il qu'à la fin des années 80 un nombre croissant d'hommes de science commencèrent à prendre ces rumeurs au sérieux. Au départ, il s'agissait de ressortissants de Pays de l'Est. Le 11 mars 1988, *le Moscow World News Service* fit état de la possibilité que le SIDA et l'Ebola pourraient être des "*manufactured diseases*."

Cette émission fut ensuite reprise en entier dans le magazine soviétique *International Affairs*.

Ce reportage citait<sup>30</sup> « *Une compagnie ouest-allemande appelée OTRAG (en rapport avec la CIA et financée par elle)* » comme ayant fait au Zaïre des expériences sur des virus qui

---

<sup>27</sup> Les premiers signes de l'épidémie remontent à la fin des années 1970, lorsque des médecins de New York et de San Francisco s'aperçoivent que beaucoup de leurs patients homosexuels souffrent d'asthénie, de perte de poids et parfois même de forme rare et atypique de cancer (comme le sarcome de Kaposi qui s'attaque aux leucocytes). L'existence d'un problème sanitaire est avérée en juillet 1981 lorsque le Centre pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) d'Atlanta relève une fréquence anormalement élevée de sarcomes de Kaposi, en particulier chez des patients homosexuels.

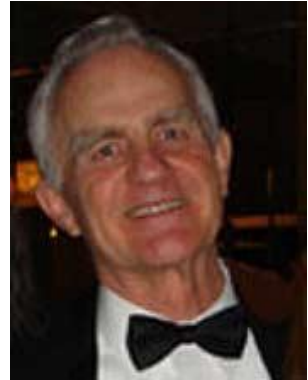
<sup>28</sup> La première apparition de la maladie liée au virus d'Ebola date de 1976. Deux foyers apparaissent presque simultanément à plusieurs centaines de km de distance, l'un dans le Sud du Soudan, l'autre le long de la rivière Ebola au Zaïre, dans la ville de Yambuku et dans 55 villages environnants. En 1979, il y a à nouveau un cas dans la même région du Zaïre et quelques cas (qualifiés de "mini-épidémie") dans la même région du Soudan.

<sup>29</sup> Le désir, d'utiliser le virus d'Ebola comme arme biologique, est à la base du film catastrophe américain « Outbreak » (en français : « Alerte ») de 1995, réalisé par Wolfgang Petersen. Le film raconte l'histoire d'une épidémie de virus mortel introduit accidentellement dans la petite ville de Cedar Creek en Californie.

<sup>30</sup> « *a West German company named OTRAG (which was connected to and financed by the CIA) for having conducted virus experiments in Zaire that had allegedly led to the development of "a mutant virus that would be a human killer."*

auraient, dit-on, conduit à développer « *un virus mutant, mortel pour l'homme* ». Les mêmes accusations furent plus tard reprises par le Service International d'Information de La Havane<sup>31</sup>.

Il ne fallut pas attendre longtemps pour que des savants et des médecins, à l'Ouest commencent à examiner les preuves mises en avant par les Soviétiques et les Cubains et arrivent aux mêmes conclusions: par exemple, John Seale à Londres, Manuel Servin à Mexico, Jacobo Segal à Berlin ou John Martin (photo), Professeur de Pathologie à l'Université de Californie du Sud et Directeur du *Center for Complex Infectious Diseases*.



L'hypothèse, en tous cas, qu'il puisse s'agir au départ de maladies créées artificiellement comme armes biologiques semble devoir être prise en considération. Mais bien sûr, les microscopes ne nous permettent pas de voir si ces armes biologiques devaient servir au cours d'un génocide, si les virus ont été volontairement répandus dans la nature ou s'ils se sont échappés à l'occasion d'un accident.

Quant à l'OTRAG, la conviction des partisans de cette théorie est exprimée dans la note suivante<sup>32</sup> : « *L'OTRAG (: Orbital Transport und Raketen AG, ou Orbital Transport and Rockets, Inc.), qui se présentait comme une compagnie allemande basée à Stuttgart qui se proposait, fin des années '70 / début '80, de développer un nouveau mode de propulsion pour fusées. Les expérimentations nécessaires pour ces fusées devaient prétendument avoir lieu au Congo (alors appelé Zaïre). Cependant, on n'y a jamais développé la moindre espèce de fusées, et il existe aujourd'hui un bon nombre de preuves que l'OTRAG n'était qu'un « masque » derrière lequel la CIA se livrait à la recherche et au développement de maladies artificiellement créées. Le site a depuis lors été abandonné et toute trace de ces activités ont été effacées* »<sup>33</sup>.

---

<sup>31</sup> Le 24 janvier 1991 sous les titres, "*Belitskiy on How, Where AIDS Virus Originated,*" et "*(East) German Claims AIDS Created by Pentagon.*"

<sup>32</sup> <http://www.antipasministries.com/html/file0000361.htm>

<sup>33</sup> "*OTRAG ( Orbital Transport und Raketen AG, ou Orbital Transport and Rockets, Inc.), was ostensibly a German company based in Stuttgart that planned in the late 1970s and early 1980s to develop a new kind of propulsion system for rockets. The experiments for these rockets were supposed to have been carried out in the Congo (then known as Zaire). However, no rockets of any kind were ever developed there, and there exists today a good deal of evidence that OTRAG was nothing more than a "mask" behind which the CIA carried out research in the development of man-made diseases. The site has since been abandoned, and all traces of it have been destroyed.*"